



**M**ONTPELLIER 2020

## « La lettre de « Sursaut »

2013-2017 : 50 éditoriaux

*A l'occasion de la parution du numéro 50 de notre Lettre de Sursaut, nous vous offrons le récapitulatif de l'ensemble de nos éditoriaux. C'est une manière de jeter un regard sur ces 4 dernières années et de retrouver le flot des événements que nous avons traversés. Les frontières de notre territoire montpelliérain sont la plupart du temps dépassées car nous appartenons tous à une humanité beaucoup plus vaste. Ce recueil permet de juger de la pertinence ou non de nos analyses : dans tous les cas il nous accorde au moins le mérite d'avoir chaque mois essayé de trouver un éclairage invitant à la réflexion et au débat. Nous avons seulement éliminé les parties éditoriales qui faisaient référence au contenu des articles du numéro concerné.*

*J'ai assuré la rédaction de ces éditoriaux, mais je les ai cependant chaque fois soumis à la lecture des membres du bureau ou de conseil d'administration ; c'est pour cette raison qu'ils n'ont pas de signature individuelle mais collective.*

Joseph MORNET

### **Mars 2013, n°1 : POURQUOI « LA LETTRE DE SURSAUT » ?**

« SURSAUT est désormais dans tous les kiosques et librairies de la ville. L'ouvrage que nous avons rédigé à partir de notre réflexion commune connaît un succès certain puisqu'en un mois, 2000 exemplaires sont déjà vendus. Rappelons qu'il a été financé uniquement à partir des dons des adhérents.

Nos propositions suscitent évidemment beaucoup de réactions. Nous n'avons jamais voulu, rappelons-le, faire un recueil dogmatique, pas plus qu'un programme municipal : « SURSAUT » est un livre de réflexions sur une politique possible de la ville, sur sa gouvernance et sur son devenir. Il est le fait de citoyens d'origines professionnelles et sociales diverses qui se sont permis de « rêver » une métropole de demain à la fois ambitieuse et soucieuse du bien-être de ses habitants.

Ce livre ne constitue qu'une étape et notre travail est vivant et évolue : du dialogue établi avec nos lecteurs et de nos rencontres « Controverses » à Pétrarque de nouvelles propositions surgissent et d'autres formulations sont nécessaires.

Cette « lettre » est une manière de continuer le travail, d'approfondir nos propositions, d'en élaborer de nouvelles et de creuser la réflexion que nous avons ouverte.

Nous y partagerons avec vous l'état de nos travaux, nous vous informerons du calendrier de nos rencontres et commenterons l'actualité de la vie politique.

Nous continuons ainsi, avec vous, notre fonction de laboratoire d'idées.

### **Avril 2013, n°2 : SLOW VILLE, VILLE DOUCE ... UN AUTRE MODELE DE VIVRE ENSEMBLE**

Chaque mois nous allons essayer de décliner une des propositions maîtresses de « Sursaut ». Pourquoi commencer par celle-là ? Sans doute parce qu'elle constitue une des principales ruptures que nous aimerions amener dans la conception d'une métropole pour demain. Elle constitue, en même temps, l'arrière-fond donnant sens au reste des propositions.

Qu'est-ce qu'une « slow-ville » et pourquoi une « slow-ville » ?

Petit rappel : les « slow villes » sont nées en Italie en 1999 (Citta slow) suite à une première initiative de slow food. Le mouvement regroupe aujourd'hui 168 villes de 25 pays obéissant à une charte concernant les villes de moins de 60 000 habitants. Mais cela n'empêche pas de grandes métropoles comme Turin de s'en inspirer. Rien ne contredit, bien au contraire, son application aux métropoles à « taille humaine » loin des mégalopoles mondiales. La « Slow Ville » n'est pas une ville mais un concept qui permet de qualifier l'art de vivre, les rapports de la ville à son contexte environnemental et social. L'Académie d'urbanisme de Londres a attribué son prix européen d'excellence environnementale (la « slow city » de l'année) à Anvers avec Hamburg et Lyon sur le podium.

Montpellier pourrait être une des premières grandes métropoles françaises à choisir ce modèle de développement urbain. Pendant longtemps l'image de Montpellier s'est construite autour du titre de la « surdouée ». Ce temps de développement nécessaire n'est plus : ses réalisations sont là. Elles nous permettent d'exercer désormais nos « dons » sur d'autres objectifs.

La « slow-ville » repose d'abord sur un autre rapport au temps : la « conscience du temps » y remplace le « vivre à toute allure » et permet un autre rapport à l'autre, relation devenue impossible lorsqu'on ne prend pas le temps. La « slow-ville » s'appuie sur les racines, l'histoire, le patrimoine et la culture sans pour autant les fossiliser dans une dimension passéiste et muséale. Elle sait conjuguer la richesse historique avec la compétence d'architectes et d'urbanistes contemporains. Le beau est nécessaire au bien vivre.

Cet autre art du temps de vivre ensemble implique la multiplication d'espaces verts, d'espaces de loisirs et de rencontres, d'espaces publics ouverts et accueillants. La priorité y est donnée aux technologies écologiques, aux transports en commun, aux infrastructures collectives, aux zones piétonnes, aux commerces de proximité et aux équipements adaptés aux handicapés.

La politique municipale y privilégie des espaces à taille humaine, permettant de vrais liens intergénérationnels et inter sociaux, où chacun peut trouver à portée de chez soi des lieux de culture, de rencontre, d'activités physiques et sportives, de commerce..., tout ce qui permet l'épanouissement de l'individu, son rapport aux autres (c'est la définition de l'urbanité), un bien vivre ensemble. C'est sur cette base que peut se développer une véritable démocratie participative bâtie sur le respect des diversités culturelles, ethniques, générationnelles et individuelles.

Nos métropoles ont trop tendance à se ressembler tant elles sont conçues sur le principe du modèle économique dominant et sur une banalisation des formes urbaines : mêmes zones commerciales, mêmes architectures urbaines, mêmes équipements collectifs. En même temps elles contribuent à la « ghettoïsation » de l'habitat en zones étanches. La ville en marge, les « lisières » y deviennent la forme d'expression commune. A l'opposé, la « slow-ville » correspond à la volonté politique de garantir la singularité de chaque cité, sa richesse fruit de sa diversité et de la trajectoire qu'elle imprime à son devenir. Elle préserve, en même temps, les identités de ses quartiers tout en les reliant dans un tissu vivant.

Il faut, enfin, cesser les manichéismes entre les villes verticales supposées froides et les villes horizontales supposées plus humaines. Le Corbusier a montré depuis longtemps que les immeubles pouvaient être des « cités radieuses ». A l'inverse, nous constatons tous les jours que les proliférations pavillonnaires ne sont des garanties ni de convivialité ni de la qualité des habitats urbains. Ne nous éloignent-elles pas de notre culture citadine en éradiquant l'idée même de ville de nos représentations ? Par le choix de la « slow ville », passé, présent et futur sont étroitement associés dans une conscience du temps de vie, de l'échange, du respect et de la participation sociale, ce que les Anglo-saxons nomment la « real life ».

### **Mai 2013, n°3 : L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, QU'EST-CE QUE C'EST ?**

La soirée « controverses » avec Christian SAUTTER a remis en lumière une des propositions importantes de Montpellier 2020, malheureusement réduite pour des impératifs d'édition dans notre ouvrage « Sursaut » : « *utiliser les potentiels de l'économie sociale et solidaire* ». Cette question est intimement liée à la notion de « slow ville » développée dans notre précédent numéro. L'économie sociale et solidaire est un des enjeux majeurs du développement économique et de la construction sociale des villes et nations de demain : elle essaie de donner des réponses à l'exigence et à la qualité du « vivre ensemble ».

Mais qu'est-ce au juste l'économie sociale et solidaire ?

L'ESS c'est une économie de la diversité, de l'innovation et de la solidarité sociale.

Née au milieu du XIXème siècle en Angleterre, elle connaît son vrai développement à partir du début du XXIème avec deux dates en France : la liberté d'association en 1901, et la définition du statut de coopération en 1947. En

2012, l'ESS sort vraiment de sa « *clandestinité un peu clanique* » comme le soulignait Christian Sautter, en se voyant attribuer un ministère de plein droit confié à Benoit Hamon. L'ESS représente environ 10% de l'emploi en France aujourd'hui, 12 % pour notre territoire montpelliérain.

Concrètement, l'ESS regroupe un ensemble de coopératives, associations, syndicats et fondations fonctionnant sur des principes d'égalité des personnes (une personne = une voix), de solidarité entre les membres et d'indépendance économique. Elles ont, en général, un ancrage local et une proximité de gestion pour les salariés, les sociétaires, les consommateurs ou les utilisateurs. Financièrement, les parts sociales ne sont pas rémunérées et les structures non opéables : elles sont ainsi à l'abri des débordements financiers.

Dans le grand Montpellier, l'ESS est implantée surtout dans le secteur social et financier (banques et mutuelles). Par contre, son existence est faible dans le commerce, l'hébergement et le service aux entreprises. Une pépinière d'entreprises coopératives est, par ailleurs, en cours de réalisation à Montpellier. Au niveau du Languedoc Roussillon, la Chambre régionale de l'économie sociale est un exemple de dynamisme : la création de Coventis, par exemple, qui lie les entreprises régionales d'ESS est un véritable modèle national.

Le groupe de travail de Montpellier 2020 consacré à l'ESS a élaboré quelques propositions qui sont consultables sur le site. Elles concernent, notamment, le développement de dynamiques mutualistes concernant la gestion de secteurs de services sociaux ou sanitaires comme les crèches, les maisons de retraite, les ensembles médicaux, les centres sociaux ou les services destinés aux divers handicaps.

Il faut considérer l'ESS comme un acteur fort du développement de l'économie locale et du soutien à l'emploi notamment par son modèle particulier de relation qu'elle instaure entre l'entreprise et ses salariés.

Concrètement, nous pensons que la procédure du droit de préférence (ancien « quart réservataire ») devrait être systématiquement utilisée et qu'il est important de soutenir le « micro crédit professionnel » à visée économique qui permet à un porteur de projet, jeune ou en difficultés, de création de son propre emploi d'accéder à un crédit et de bénéficier de suivi et de conseil.

La dynamique associative, enfin, constitue un dernier volet des compétences de l'ESS et ouvre certaines activités à d'autres approches financières et sociales que celles du marché ou des gestions des collectivités locales : la soirée « controverses » du 22 mai avec Alain Béréziat, président de la Banque alimentaire, en apportera un témoignage direct.

## Juin 2013, n°4 : LA CULTURE

Avec ce mois de juin, nous rentrons dans la période des festivals d'été, l'occasion de replonger dans ce vaste champ désigné par le mot « culture ».

La culture, écrivions-nous dans « SURSAUT, est une « *exigence qui nourrit tout à la fois la démocratie et le lien social* ». Elle est ce qui fait de l'homme un être social c'est-à-dire l'artisan d'une construction collective d'un mode d'être ensemble dans le monde. Elle le sort des seules exigences de ses besoins et de ses pulsions. C'est ce dont témoignent depuis l'aube de l'humanité les dessins des grottes de Lascaux ou Chauvet. A quoi servent-ils ? A rien si on les considère du simple point de vue utilitaire ... pas plus que la Joconde ou « La petite musique de nuit » de Mozart. Et pourtant, toutes ces œuvres ont traversé le temps et témoignent de l'homme, au même titre que le Mahābhārata indien ou les statues de l'île de Pâques.

La culture varie avec le temps et avec les lieux. Lorsque le promeneur flâne dans Montpellier, il parcourt les sept siècles qui ont contribué à son identité actuelle tout en côtoyant les bases de ses projets urbanistiques en cours ouvrant notre cité sur les décennies à venir. C'est ce qu'inscrit le projet des « folies architecturales du XXI<sup>e</sup> siècle ».

La culture d'une ville ne se limite pas à ces traces visibles : elle est constituée, plus profondément, de tout un ensemble de valeurs et de manières de vivre ensemble qui constitue son identité et son être singulier. Cette vie particulière se construit au quotidien aussi bien par de grands événements et de grandes œuvres que dans la discrétion et la richesse de multiples actions de la vie de tous les jours. Elle est l'œuvre de quelques grands créateurs mais aussi de la foule plus anonyme des citoyens de la Cité et des regroupements associatifs qui y œuvrent.

Toute ambition de politique culturelle doit savoir tenir ensemble et conjuguer deux exigences qui peuvent sembler contraire : l'élitisme de lieux et d'événements et l'effervescence d'initiatives et de créations de tous. Deux impératifs doivent alors guider l'action politique : celui de la qualité et celui de l'accès du plus grand nombre.

Nous pensons que la richesse de Montpellier vient de sa dynamique « mosaïque ». Ce n'est pas vrai seulement du côté de son histoire passée ou de ses grands événements annuels : ce doit l'être tout autant du côté de ses acteurs et de leurs créations.

C'est ce dont nous entretiendrons, entre autres, Jean Claude CARRIERE et René KOERING lors de la rencontre exceptionnelle que nous vous proposons le jeudi 6 juin à 18H30 à la salle Pétrarque dans le cadre de nos soirées « Controverses ». Ces deux acteurs majeurs de notre culture locale mais dont le rayonnement va bien au-delà de nos seules frontières régionales et nationales essaieront de répondre, devant nous et avec nous, à ces ambitieuses questions : « *Montpellier, aujourd'hui grande ville de culture ... et demain ? Quelles politiques culturelles pour notre métropole ?* ».

### **Juillet-août 2013, n°5 : LA GOUVERNANCE**

Tout le monde le constate, le fil de la confiance s'est rompu entre les élus et les citoyens : effet de la crise ? peut-être. A moins que ce soit la crise elle-même qui révèle l'écart grandissant entre le peuple et ses représentants et accélère le processus de la prise de conscience de la nécessité de redonner vie à notre démocratie en reconsidérant ses cadres et règles d'exercice.

Nous ne pouvons à la fois dénoncer les montées des populismes, les tentations de replis frileux et l'imposition de nouveaux modèles économiques devant lesquels nous mesurons notre impuissance et continuer de refuser de voir ce qui, dans le cadre de notre fonctionnement démocratique, a subi l'usure du temps et contamine de son effet délétère ceux qui sont en charge du politique.

Le gouvernement s'y attèle à la fois par ses réformes sur les statuts des élus et ses projets de réforme des communautés territoriales : il faut l'encourager à plus de force et de témérité plutôt que d'en blâmer passivement la timidité (ou, à l'inverse, d'en dénoncer phobiquement les innovations). C'est ce à quoi se s'est consacrée notre association Montpellier 2020, fidèle à son ambition de constituer un laboratoire d'idées.

Le résultat a pris la forme d'un second ouvrage, « SURSAUT 2 », plus modeste que le premier, mais plus précis également puisqu'il est composé essentiellement d'une suite de propositions et d'exigences. Il s'adresse, bien sûr, d'abord à notre Ville, mais il s'étend nécessairement à l'Agglomération, au Département et à la Région : comment, en effet, proposer un mode de gouvernance qui serait constitué de petites entités politiques hermétiquement fermées les unes aux autres ? Une réelle ambition ne peut s'appuyer que sur une vision plus large faite de liens de collaboration, de définitions de compétences et de mutualisations entre les diverses communautés territoriales dans le cadre de la métropole que dessinent les projets gouvernementaux.

« SURSAUT 2 » est en vente chez tous les distributeurs de presse, ainsi qu'à la librairie Sauramps pour la modique somme de 2 euros. Rappelons que ce sont les membres de Montpellier 2020 qui le financent entièrement.

Achetez-le, offrez-le ... Et faites-le connaître.

### **Septembre 2013, n°6 : UNISSEZ-VOUS ...**

Avec l'automne, l'enjeu des municipales pour la ville de Montpellier entre dans une phase déterminante, celle de la désignation de la personne qui dirigera la liste de gauche socialiste.

La situation politique et économique nécessite une extrême vigilance. Chacun sait que les élections locales suivant les présidentielles sont rarement en faveur du parti majoritaire : rééquilibrage inconscient ? Désenchantement inévitable entre l'espoir né et la réalité de la gestion politique ? Le risque est grand pour notre ville de voir un effritement et une dispersion des acquis électoraux précédents.

Ce risque est accentué, comme nous le soulignons en conclusion de « SURSAUT 2 », par la montée actuelle d'un climat d'insécurité et de méfiance politique malheureusement exploité par certains leaders nationaux n'hésitant pas à jouer sur les outrances langagières et entretenir ainsi des réflexes de replis frileux ou des climats haineux. A cela peut s'ajouter l'exaspération de certains citoyens devant les tergiversations liées à la désignation du candidat socialiste.

Plus que jamais, il nous faut repartir des règles assurant la base de nos fonctionnements démocratiques et protégeant nos idéaux de justice et de fraternité.

Montpellier, son agglomération, le Département de l'Hérault et la Région Languedoc Roussillon sont dirigés par le même parti politique. Cette communauté doit constituer une force et non une fragilisation. Après une période légitime d'ambitions individuelles, il serait incompréhensible de ne pas retrouver une unité.

Le bureau de Montpellier 2020 s'est réuni à la fin du mois de Juillet et a rédigé un appel solennel à tous les candidats se réclamant du parti socialiste. Envoyé à la presse, il sera présent également sur le stand que nous tiendrons à la foire aux associations du dimanche 8 septembre.

Vous pourrez alors le signer.

## Octobre 2013, n°7 : L'ANTIGONE DES ASSOCIATIONS

Montpellier 2020 est né de la préoccupation partagée de nombreux concitoyens concernant l'avenir de notre ville. Nous avons élaboré et ouverts au débat public un certain nombre de propositions à travers nos deux publications et les débats ouverts dans nos soirées « Controverses ». L'approche de l'échéance électorale et la désignation en cours des candidats redonne une nouvelle actualité à nos travaux et à notre volonté de les faire peser dans le débat public. Notre participation à l'Antigone des associations nous a permis, une fois de plus, de « prendre le pouls » de nos concitoyens et confortés de la nécessité de l'existence de groupes de réflexion qui se situent en dehors des logiques de stratégies de candidature tout en s'engageant dans des réponses très précises sur ce qui peut constituer une réelle vie démocratique municipale ambitieuse.

Comme l'an dernier, nous avons pu mesurer, à l'occasion de cet « Antigone » l'intérêt que notre association suscitait auprès de la population. Simple curiosité sur notre organisation, envie de débattre sur la chose politique ou encore lieu de dépôt d'insatisfactions ou de propositions sur le concret de la vie montpelliéraine, notre simple présence a ouvert cette possibilité à une foule de « visiteurs » de cet important rendez-vous annuel de notre ville. Nous avons retenu, parmi les multiples interrogations que nous ont adressées nos concitoyens, deux principales que nous allons développer dans ce numéro 6 de notre « Lettre ». N'hésitez pas à y réagir par des courriels que nous publierons, si vous le voulez, dans notre prochain numéro.

La première nous concerne directement, « *qu'est-ce qu'un laboratoire d'idées ?* ».

La seconde est adressée aux élus, actuels et futurs, et permet de réfléchir sur notre fonctionnement démocratique : c'est le « *c'est pas nous* ».

## Novembre 2013, n°8 : UNE SOIREE AVEC ROLAND CAYROL

Ce numéro est exceptionnellement consacré à la seule soirée « Controverses » qui a reçu Roland CAYROL. Nous avons tenu à en donner un large compte-rendu pour permettre à ceux qui n'ont pu y venir de prendre connaissance du contenu de l'intervention du politologue, et pour rappeler à ceux qui y participaient les grands axes de ses réflexions et de ses analyses. L'ensemble constitue une bonne toile de fond pour les débats qui traversent notre nation et notre cité.

Nul doute que cette soirée représentera un des temps forts de nos rencontres « Controverses ». Les quelques 150 personnes qui y sont venues ne s'y sont pas trompées : le politologue, enseignant à Sciences Po, ancien directeur de l'institut de sondages CSA et commentateur politique de nombreuses émissions de télévision et de radio fut, rappelons-le, le secrétaire d'un des premiers laboratoires d'idée, le club Jean Moulin. Ce regroupement créé en 1958 s'était donné pour but de « refuser d'accepter la confiscation de la République » et s'était baptisé du nom symbolique d'un grand résistant. Stéphane Hessel en fut un des fondateurs, Claude Neuschwander l'une des « plumes ».

## Décembre 2013, n°9 : SANS UNITE, DEFAITE PROGRAMMEE ...

Montpellier 2020, dans son premier ouvrage « SURSAUT, avait clairement affirmé sa posture d'« *observation constructive par volonté et critique par nécessité* ». Elle ajoutait : « *notre association ne s'interdit pas, pour autant, de prendre une posture d'intervention directe* ». La situation politique aussi bien nationale que locale ne nous permet pas de rester dans le tranquille confort d'observateurs. Il y va de l'avenir d'un certain nombre de valeurs humaines et sociales fondamentales à nos yeux. Contrairement à ce que veut faire croire la droite, la réaction des siens aux attaques raciales adressées frontalement à la Ministre de la Justice a plutôt tardé à se faire entendre. Nous assistons aux attaques bruyantes, incessantes et multiples contre tout ce qu'essaie de mettre en place le gouvernement à qui l'on reproche son manque d'ambition politique tout en mitraillant systématiquement ce qu'il essaie de mettre en place. Les récentes annonces du premier Ministre sur une grande réforme fiscale en sont un *dernier exemple*.

Malheureusement, les hommes politiques de gauche se montrent d'une extrême et dangereuse friabilité devant ces assauts répétés. Au lieu de resserrer leurs rangs et de montrer face à une opinion déboussolée et inquiète la « *force tranquille* » de leurs aînés, ils s'éparpillent dans des réactions de démarquages individuels comme s'il s'agissait de seuls enjeux personnels : on est en droit d'exiger plus de grandeur chez des hommes qui prétendent représenter une honorabilité politique dans l'exercice d'un mandat que leur a confié le peuple. Leurs agissements confinent parfois à des comportements d'échec. Que signifient ces « *frondes locales* » contre les

réformes, contre celle des rythmes scolaires notamment, y compris dans des collectivités sous gestion socialiste. Qu'elles soient améliorables c'est sûr mais arrêtons de mêler nos critiques de façon aveugle au discrédit qu'entend jeter la droite.

Le gouvernement et le chef de l'Etat manquent probablement de pédagogie pour donner clarté et visibilité à leur action : ce n'est pas pour autant qu'il faille s'en dédouaner sur eux. Que faisons-nous à nos propres niveaux ?

C'est dans ce lourd contexte que vont se dérouler les élections municipales de Mars puis les européennes trois mois après.

Notre association s'est donnée comme principe d'œuvrer à gauche sous la forme d'une critique constructive certes, mais en affirmant une nécessaire solidarité et une ligne de conduite clairement affichée à gauche, reposant sur l'union de toutes les forces politiques. Le temps des choix ne peut se prolonger dans la confusion des genres. L'illusion d'un territoire montpelliérain acquis à la gauche est très dangereuse. Nos responsables politiques doivent se projeter dans l'union qui seule ouvre des perspectives de victoire.

C'est le sens du deuxième appel que nous lançons.

### **Janvier 2014, n°10 : BONNE ANNEE 2014 !**

2014 sera l'année de deux échéances électorales majeures concernant notre ville et l'Europe. Elle sera une année politique charnière majeure.

La première échéance engage l'avenir de Montpellier et de sa communauté urbaine, agglomération aujourd'hui, métropole demain. Une grande équipe municipale est celle qui sait à la fois veiller sur le quotidien de la vie des citoyens tout en sachant se projeter dans les décennies à venir. Le Montpellier de 2040 se prépare aujourd'hui.

« *Je ne prédis pas l'avenir, je le travaille* » Ainsi s'exprimait Lucien Bonnafé, un des grands psychiatres du siècle dernier, également résistant, militant communiste et poète surréaliste. Contre tous les prophètes de malheurs ou les marchands d'illusions, conservons en mémoire cette mise en garde et œuvrons, nous aussi, à travailler l'avenir.

Notre association s'est attelée depuis bientôt 3 ans à cette ambition d'être acteur sur la scène locale et de mener à bien un travail de réflexion sur notre avenir. Nous avons choisi de nous appeler « Montpellier 2020 » : le chiffre désigne un horizon premier et non un terme ou une échéance. « 2020 » ne constitue pas une fin en soi, pas plus que « Montpellier » les remparts de notre réflexion. La France, l'Europe doivent également mobiliser nos esprits et nos actes. Sacrifier la deuxième échéance électorale, européenne, serait une faute. C'est pour cela que Montpellier 2020 ouvrira, en 2014, ses soirées « Controverses » à l'Europe en espérant accueillir, notamment, Daniel Cohn-Bendit.

Il est impossible, avant de terminer, de ne pas évoquer le troisième élément du triptyque qui borde et fabrique la vie de notre pays : la Région. Elle constituera, à coup sûr, un des piliers du réaménagement en cours de notre territoire national où vont se dessiner d'autres contours à partir de nos habituels repères communaux, départementaux et régionaux. Toute dynamique métropolitaine ne peut que s'inscrire dans le mouvement plus global de réforme de la gouvernance des territoires.

Là encore sachons être acteurs et force de propositions. Dans « Sursaut 2 » nous avons déjà insisté sur la nécessaire complémentarité qui doit lier l'action des responsables des diverses collectivités territoriales. La mise en place de la réforme des rythmes scolaires en est un exemple direct comme le témoigne la « Lettre » que nous reproduisons ci-dessous. Ce sera également à coup sûr un des éléments clefs de notre controverse lors de la soirée avec Patrice Canayer.

Bonne année 2014 à tous Montpelliérains et Montpelliéraines et aux fidèles amis de Montpellier 2020 !

Bonne chance à l'équipe qu'a su regrouper Jean Pierre Moure pour prolonger les trajectoires qui donneront sens au Montpellier de demain, à son projet de ville et à ses territoires de vie !

Quant à nous, nous espérons vous rencontrer toujours plus nombreux dans nos soirées « Controverses » et vous compter parmi nos membres actifs : nous avons besoin de vous tous.

Ci-après vous pourrez prendre connaissance de notre calendrier d'activités pour ce mois de Janvier.

### **Février 2014, n°11 : « REVEILLONS-NOUS BONNES GENS ! »**

Dans deux mois, nous sommes appelés à voter pour désigner la prochaine équipe municipale. Pour le moment, aucun candidat n'a développé de façon détaillée son projet pour la ville pour Montpellier. Il serait dommage que leur attention soit uniquement mobilisée par la confection de leurs listes et la négociation de leurs alliances. La

presse, si l'on en juge leurs « unes » semble, en tous cas, uniquement friande de ces infos. La démocratie a d'autres exigences.

Donner aux montpelliérains des occasions de débat, de réflexion et d'élaboration de propositions concrètes sur notre vie politique locale en saisissant l'occasion de cette échéance est une marque de maturité républicaine. Comment ne pas craindre, dans le cas contraire, un risque croissant d'abstentionnisme ? Si les gens ne se sentent pas concernés, comment espérer les voir se mobiliser en masse pour des enjeux auxquels on ne les convie pas ?

Sachons « les » réveiller ! sachons « nous » réveiller ! car c'est à nous tous que ce devoir incombe.

Sachons nous mobiliser pour les rendez-vous publics qui nous seront proposés : Jean Pierre MOURE doit organiser un premier grand meeting le vendredi 7 février au Parc des Expositions.

Montpellier 2020, de son côté, continue d'assurer sa fonction d'éveil citoyen en tenant le cap qu'elle s'est fixée depuis bientôt 3 ans, celui d'un laboratoire d'idées, source de débats et de propositions. En janvier, nous avons organisé une première soirée « Controverses » 2014 avec Patrice CANAYER et participé à un débat public avec MONTPELLIER VILLE 30. Vous en trouverez les grandes lignes dans ce numéro.

Ces rencontres sont en prise directe avec les grands enjeux de société actuels et apportent des propositions concrètes pour un meilleur vivre ensemble ce qui est la première tâche de toute ambition municipale, la seconde consistant à savoir dès aujourd'hui travailler ce que Montpellier sera demain.

Pour conforter cette exigence d'appel à un travail collectif, Ariane MNOUCHINE, metteur en scène et fondatrice du Théâtre du Soleil, a su trouver des mots d'une admirable justesse dans les vœux qu'elle a publiés dans Mediapart à l'occasion du nouvel an : nous ne devons pas laisser nos élus faire de la République « *un chantier interdit au public* ». En voici de larges extraits : l'intégralité peut être lue sur le site du journal Mediapart (<http://lt.co/VBFd62gigw>).

*« Etre consultés de temps à autre ne suffit plus. Plus du tout. Déclarons-nous, tous, responsables de tout. Entrons sur ce chantier. Pas besoin de violence. De cris, de rage. Pas besoin d'hostilité. Juste besoin de confiance. De regards. D'écoute. De constance. L'Etat, en l'occurrence, c'est nous. Ouvrons des laboratoires, ou rejoignons ceux, innombrables déjà, où, à tant de questions et de problèmes, des femmes et des hommes trouvent des réponses, imaginent et proposent des solutions qui ne demandent qu'à être expérimentées et mises en pratique, avec audace et prudence, avec confiance et exigence.*

*Ajoutons partout, à celles qui existent déjà, des petites zones libres.*

*Oui, de ces petits exemples courageux qui incitent au courage créatif.*

*Expérimentons, nous-mêmes, expérimentons, humblement, joyeusement et sans arrogance. Que l'échec soit notre professeur, pas notre censeur. Cent fois sur le métier remettons notre ouvrage. Scrutons nos éprouvettes minuscules ou nos alambics énormes afin de progresser concrètement dans notre recherche d'une meilleure société humaine ».*

Ariane Mnouchkine conclue ses vœux par une adresse plus particulière aux enfants : « *Et surtout, surtout, disons à nos enfants qu'ils arrivent sur terre quasiment au début d'une histoire et non pas à sa fin désenchantée. Ils en sont encore aux tout premiers chapitres d'une longue et fabuleuse épopée dont ils seront, non pas les rouages muets, mais au contraire, les inévitables auteurs.*

*Il faut qu'ils sachent que, ô merveille, ils ont une œuvre, faite de mille œuvres, à accomplir, ensemble, avec leurs enfants et les enfants de leurs enfants.*

*Disons-le, haut et fort, car, beaucoup d'entre eux ont entendu le contraire, et je crois, moi, que cela les désespère ».*

## **Mars 2014, n°12 : PENDANT CE TEMPS-LA DANS LE MONDE, L'UKRAINE ...**

L'attention que nous portons au devenir de notre ville et de notre région ne doit pas nous faire oublier ce qui se passe dans le monde. Le mois de février 2014 restera marqué par les affrontements dramatiques qui ont traversé l'Ukraine : ce voisin frappe désormais aux portes de notre Europe.

Depuis un siècle et la chute de l'empire ottoman, le peuple ukrainien se trouve partagé entre Moscou, Varsovie et Berlin. Cette position transfrontalière lui a coûté très cher. On estime à plus de trois millions le nombre de ses habitants morts directement (par répression ou déportation) ou indirectement (par une famine décidée) sous Staline. Dans certaines régions, dans une même vie, les mêmes personnes ont été successivement autrichiennes, polonaises, allemandes et russes. La politique d'extermination des juifs imposée par Hitler y a ravivé des haines civiles et a conduit à des ravages : le livre « *Les disparus* » de Daniel Mendelsohn en est un

émouvant témoignage. La centrale de Tchernobyl qui a explosé en 1986 n'est qu'à une centaine de kilomètres de Kiev.

En 1989 le mur de Berlin s'est effondré. Deux ans plus tard, en 1991, l'Ukraine proclame son indépendance. En 2004, le pays se soulève contre les fraudes qui ont entaché l'élection du nouveau président, Viktor Ianoukovitch (l'actuel chef d'Etat) : c'est l'irruption de la « révolution orange ». Elle amène à la présidence Viktor Ioutchenko en 2005 malgré une tentative d'empoisonnement qui l'a laissé défiguré. L'emprise montante de la premier ministre, Ioula Tymochenko, les pressions russes qui doublent le prix du gaz et les circuits mafieux qui dirigent l'économie entraînent le pays dans une longue période de tensions. En 2010 Viktor Ioutchenko est battu dès le premier tour des présidentielles. Viktor Ianoukovitch gagne le second tour devant Ioula Tymochenko : il devient le nouveau président de l'Ukraine. Ioula Tymochenko est emprisonnée en 2011 pour abus de pouvoir dans les contrats gaziers avec la Russie : la Cour Européenne de Justice jugera « arbitraire et illégale » sa condamnation à sept ans de détention. Ioula Tymochenko a, aujourd'hui, retrouvé sa liberté et Viktor Ianoukovitch, de son côté, s'est enfui en Russie, désavoué par une partie de son peuple.

On peut penser que ce qui se joue en Ukraine va bien au-delà des enjeux de ce seul pays. Ce n'est pas pour rien que les journaux évoquent Budapest, Prague ou Varsovie. Les combats qui s'y déroulent questionnent les frontières Est-Ouest : elles ont partagé le monde en deux blocs, plus particulièrement l'Occident européen et américain avec le vaste ensemble des pays « communistes » pendant plus de 60 ans. La chute du mur de Berlin a ouvert ces frontières et fragilisé aussi bien l'empire russe sur son déclin que l'Europe en construction. La Russie présente cette particularité unique d'être une nation à cheval sur deux continents : cette position lui donne une force internationale incontournable qui se mesure notamment à la façon dont elle pèse sur les conflits du Moyen Orient. L'émiettement de l'Empire Soviétique a considérablement fragilisé sa puissance. Elle continue cependant à vouloir peser en les contrôlant sur toutes les nouvelles nations qui sont nées de l'ex-URSS. A ce titre, l'Europe présente un énorme danger pour Moscou.

L'Europe, en même temps, traverse une période de grande fragilisation. Le traité de Nice de 2001 a ouvert ses frontières. Malheureusement, cette extension du territoire européen ne s'est pas appuyée sur une volonté politique commune passant par des institutions et des lois partagées. On a donc assisté à la seule ouverture d'un « marché commun » agrandi qui, sans base politique, est devenu la proie d'un système politique « néolibéral » lui-même très fragilisé par une crise mondiale.

Les événements tragiques que traverse l'Ukraine obligent les dirigeants européens à un rapprochement pour une définition politique commune. Espérons que nous saurons nous en saisir. L'échéance électorale est proche pour le renouvellement de nos députés. Mobilisons-nous pour une Europe politique forte de ses valeurs républicaines. Ne laissons pas le champ libre aux tentations de repli nationaliste : elles font le jeu, de toute façon, des formes sauvages de la mondialisation.

### **Avril-mai 2014, n°13 : « DEJA UN AN ! »**

*« Déjà un an ! »*

Notre association Montpellier 2020 entame, avec ce numéro, la deuxième année de parution de sa « Lettre ». Dans notre premier éditorial de Mars 2013 nous la présentions comme « *une manière de continuer le travail (de notre premier ouvrage « Sursaut »), d'approfondir nos propositions, d'en élaborer de nouvelles et de creuser la réflexion que nous avons ouverte* ».

Nous annonçons à nos lecteurs que « *nous y partagerons avec vous l'état de nos travaux, nous vous informerons du calendrier de nos rencontres et commenterons l'actualité de la vie politique* », avant de conclure : « *nous continuons ainsi, avec vous, notre fonction de laboratoire d'idées* ».

Nous avons tenu nos promesses : nous avons organisé, durant ces douze mois, sept soirées « Controverses » animées par des conférenciers auxquels nous rendons hommage à travers cette petite galerie de portraits de certains d'entre eux. Nous y avons ajouté celui de Stéphane Hessel : il fut notre premier invité en 2012, sa mort est survenue au moment même de la parution du premier numéro de notre « Lettre ». Nous avons, également, publié un deuxième ouvrage, « Sursaut 2 », autour de la gouvernance : il fut très rapidement épuisé.

Tout le monde a pu remarquer, enfin, le stand que nous avons tenu pour la seconde fois à la foire aux associations.

La difficulté d'un laboratoire d'idées comme le nôtre réside dans sa double mission paradoxale : être un acteur attentif de la vie politique locale et, en même temps, savoir se dégager de l'emprise de cette actualité pour garder la distance nécessaire à sa réflexion et à la pertinence de ses propositions. En ce sens, traverser une campagne municipale locale était une gageure, d'autant plus que certains des membres de Montpellier 2020 y étaient



engagés directement soit par leur appartenance à un parti, soit par le statut politique qu'ils représentaient. Notre travail d'élaboration et de propositions sur la gouvernance contenue dans « Sursaut 2 » a constitué, à nos yeux, notre contribution essentielle à cette mission. Son contenu et son insistance plus particulière sur les exigences éthiques dans l'action politique sont plus que jamais pertinents aussi bien pour l'exercice des mandats de nos nouveaux élus que pour ceux des candidats aux prochaines échéances électorales.

Les élections municipales sont désormais closes. Une équipe municipale nouvelle est en place. Nous lui souhaitons de tout cœur : « *bonne chance !* ». Elle peut compter sur notre soutien actif à partir des contributions déjà contenues dans nos ouvrages et de celles qui seront issues de nos futurs débats, mais aussi sur notre attentive vigilance.

Les élections européennes sont déjà là. Nous ne devons pas les lâcher : elles constituent un enjeu fondamental. L'Europe est la dimension incontournable de demain. Elle peut jouer pour le meilleur ou pour le pire. Pour le meilleur si elle se fonde sur les valeurs humanistes et démocrates pour constituer une des nouvelles dimensions de notre « humanité » politique. Pour le pire si elle se réduit à n'être rouage au service d'un système économique d'asservissement aux seuls intérêts de quelques oligarques financiers. Pour le pire, encore, si elle cède devant les efforts de nostalgiques nationalistes jouant sur la peur de l'autre et les défenses cocardières.

Les élections régionales se profilent déjà : dans un an nous y serons. Quelle Région voulons-nous ? Pour quelles ambitions ? Le redécoupage des territoires communes/départements/ régions est en cours d'élaboration. Nous devons déjà nous y atteler.

Le travail ne manque pas !

Pour cela, nous avons besoin du plus grand nombre : notre association repose sur quelques-uns. Son avenir dépend de sa capacité à s'ouvrir à tous ceux et celles qui sentent la nécessité de réfléchir à ce que représente ce beau mot de « politique », c'est-à-dire la recherche constante de ce qui construit une meilleure société humaine.

Les élections municipales ont marqué de façon évidente au niveau national et local un épuisement des institutions et de leurs représentants, ce que l'on nomme « élus » ou « partis ». Il suffit de compter le nombre de communes où les listes de « divers gauche » ou « divers droites » l'ont remporté sur les listes officielles des partis. Ces derniers constituent, pourtant, un des socles et une des garanties de notre démocratie représentative, ne l'oublions pas ! Ne tombons pas dans un manichéisme primaire du genre « tous pourris » : il ne peut qu'amener une plus grande démobilisation des citoyens et faire le jeu, ainsi, des extrêmes avides de récupérer la détresse et d'attiser les haines.

En même temps, c'est dans ces moments de crise de nos systèmes de représentation démocratique que se fonde l'urgence de petits groupes de réflexion, « think tank », laboratoires d'idées, ou autres, venant jouer un rôle complémentaire avec les structures officielles constitutionnelles. Rappelons-nous les termes des vœux d'Ariane Mnouchkine que nous évoquions en ouverture de cette année 2014 :

*« Etre consultés de temps à autre ne suffit plus. Plus du tout. Déclarons-nous, tous, responsables de tout. Entrons sur ce chantier. Pas besoin de violence. De cris, de rage. Pas besoin d'hostilité. Juste besoin de confiance. De regards. D'écoute. De constance. L'Etat, en l'occurrence, c'est nous. Ouvrons des laboratoires, ou rejoignons ceux, innombrables déjà, où, à tant de questions et de problèmes, des femmes et des hommes trouvent des réponses, imaginent et proposent des solutions qui ne demandent qu'à être expérimentées et mises en pratique, avec audace et prudence, avec confiance et exigence.*

*Ajoutons partout, à celles qui existent déjà, des petites zones libres.*

*Oui, de ces petits exemples courageux qui incitent au courage créatif ».*

Elle ajoutait cette phrase qui peut guider beaucoup d'entre nous au lendemain de ce scrutin national et à l'aube de nouvelles échéances : « *que l'échec soit notre professeur, pas notre censeur* ».

Montpellier a su préserver une large majorité de gauche : saluons cette victoire. Ce résultat s'est, cependant, acquis dans la douleur et dans la division. Que l'échec des uns soit une source d'enseignement pour tous. Que la réussite des autres ne les enferme pas sur leur seul sentiment de victoire : il ne peut y avoir d'avenir ambitieux pour Montpellier si le projet qui le porte s'appuie sur les compétences et les valeurs d'un plus grand nombre.

## **Juin 2014, n°14 : L'INDISPENSABLE SURSAUT !**

Les résultats des élections Européennes faisant suite à ceux des municipales et orchestrés par les « affaires » des présidentielles de l'UMP ne peuvent laisser aucun républicain indifférent.

Pouvons-nous nous résigner à ce que 25% de nos concitoyens qui se sont déplacés pour aller voter aient placé le front national en position de premier parti en France ?

Pouvons-nous nous contenter de constater passivement que 56% des électeurs aient fui les urnes ?

Pouvons-nous abdiquer de nos positions de citoyens devant la montée des idéologies de droite extrême ?  
Pouvons-nous nous contenter de contempler du dehors les volontés de replis nationalistes et de rejet de l'étranger qui s'y expriment ?  
Nous devons analyser lucidement ce qui a amené notre pays à une situation où la gauche au pouvoir ne recueille que 14% des suffrages et que la partie qui se veut « plus à gauche » ne paraît plus représenter une véritable alternative aux yeux des Français.  
Nous devons réfléchir aux liens qui unissent les partis politiques « institutionnels » et la population. Les votes de défiance à leur égard ne traduisent-ils pas leur éloignement de plus en plus grand de la réalité de la vie des français ?  
A écouter leurs réactions on ne peut que se poser la question : est-ce qu'ils en ont conscience ?  
Montpellier 2020 a déjà eu l'occasion d'exprimer publiquement son incompréhension devant la manifestation des élus locaux contre la réforme territoriale la veille d'une échéance électorale fondamentale : nous ne pouvons que répéter notre inquiétude voire notre colère.  
Si la classe politique n'apparaît tournée que vers sa propre reproduction, non seulement elle va à son suicide, mais elle entraîne toute la nation avec elle. Nos politiques ne devront pas alors se lamenter devant la montée des extrêmes et les dénoncer dans des indignations stériles. Ils ne pourront pas davantage se plaindre d'une invasion progressive d'une Europe qu'ils auront désertée au profit d'un repli frileux sur les frontières familiales communales, départementales ou régionales.  
Les résultats de l'élection de Montpellier devraient pourtant servir d'exemple à tous : comment un candidat hors parti a-t-il pu gagner avec un tel score devant le leader désigné des appareils avec un budget de campagne 5 fois inférieur ?  
La toile de fond que fournit l'UMP doit nous servir d'exemple : la course en avant à grands renforts de communicants et de dépassement des coûts de campagne ne garantit en rien la victoire. Elle peut, par contre, amener la justice à demander des comptes et accentuer le sentiment de dégoût des français devant la conduite de leurs politiques.  
La France a besoin d'un indispensable « Sursaut » démocratique et d'un nécessaire débat d'idées sur ce qui fonde actuellement nos positions politiques et les valeurs sociétales, économiques et environnementales de nos sociétés.  
C'est ce à quoi s'engage de continuer à œuvrer notre laboratoire d'idées.  
Montpellier 2020 a déjà publié deux ouvrages de propositions concrètes concernant, le premier, la politique municipale, et le second la gouvernance politique.  
Nous continuons notre travail sur les deux grands axes qui constituent l'urgence de l'actualité politique qui s'ouvre à l'horizon des mois qui viennent : la réforme territoriale et la démocratie participative.  
Nous en publierons les propositions.  
D'ores et déjà, vous trouverez deux contributions qui ouvrent le débat. Elles servent de base aux ateliers que nous mettons en place à l'intérieur de notre association. Elles sont, bien sûr, disposées à la controverse : c'est bien ce qu'espèrent leurs auteurs, Jean Pierre FOUBERT et Claude NEUSCHWANDER.  
Plus nous serons nombreux à participer à cette tâche, plus notre travail sera riche : n'hésitez pas à nous rejoindre aux rendez-vous que nous vous fixons.

### **Juillet-août 2014, n°15 : UN MOIS DE JUIN ...**

Avant les traditionnelles « vacances » d'été, il nous a semblé important de faire le point sur un mois de Juin très fertile en événements divers qui, tous, nécessitent à leur manière une attention particulière car ils font appel de façon différente à notre intelligence et à nos capacités d'analyse.  
Certains, comme la réforme territoriale, font l'objet d'un travail interne en cours dans notre laboratoire d'idées. Nous comptons en faire un « Sursaut 3 » pour septembre prêt pour la foire aux associations où nous serons présents.  
D'autres concernent la vie démocratique, objet d'un deuxième atelier de travail de Montpellier 2020, et passent par les événements qui traversent actuellement les trois grands partis actuels de la France. Ils ont trait aussi bien à leurs relations à leurs « chefs », à la discipline républicaine des adhérents, aux rapports à l'argent qu'à la coupure qui semble s'installer avec ce que l'on pourrait appeler la réalité de la vie des citoyens : les fossés qui se creusent semblent si importants que beaucoup doutent de la pérennité de ces « institutions » en prédisant, en même temps une victoire inéluctable du parti de l'extrême Droite.

La même question s'adresse aux syndicats à travers les divers mouvements de grèves qui secouent notre vie quotidienne.

Enfin, il nous faut évoquer une autre institution qui, elle, semble avoir su puiser dans ses forces en se tournant résolument vers l'avenir, c'est l'équipe de France de Football : il y a quatre ans à Knysna en Afrique du Sud elle avait atteint sa zone d'implosion. Aujourd'hui, elle a retrouvé un allant et une popularité que pourraient méditer nombre de politiques. Gérard DORIVAL, en expert et passionné qu'il est, nous livre quelques réflexions sur les « *extravagances* » qui accompagnent ce « Mondial ».

Un texte libre sur l'école et l'égalité des chances clôt ce numéro.

### **Septembre 2014, n°16 : SURSAUT 3, « VOUS AVEZ DIT DEMOCRATIE ? »**

Les dernières semaines de notre été politique français ont été principalement marquées par les débats autour des orientations des politiques économiques de notre pays : elles ont entraîné la démission surprise du gouvernement et sa recomposition, le tout orchestré bruyamment à grand renfort médiatique. La question est trop grave et a trop de retentissement dans la vie concrète de nos concitoyens pour la réduire à ces effets médiatiques et à quelques ambitions individuelles. Ces prises de position posent d'ailleurs des problèmes démocratiques sérieux et interrogent le rapport de nos élus et de nos responsables politiques à leurs mandats : quel engagement éthique collectif les tient et leur fait obligation de se situer au-delà de leurs simples réactions individuelles ? Ces questions font partie des réflexions qu'aborde notre SURSAUT 3 sur la démocratie et dont nous vous proposerons l'intégralité à notre stand à la foire aux associations de Montpellier le dimanche 14 septembre.

Durant l'été, nombre de montpelliérains sont allés écouter Thomas PIKETTY en ouverture des rencontres de Pétrarque. Ils ont pu s'enrichir de la pertinence de ses propos et de l'intelligence de ses analyses. La conclusion dans son dernier ouvrage, *La capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (le Seuil) apporte un éclairage intéressant au débat que la démission puis la recomposition du gouvernement a ouvert dans notre pays sur les orientations politiques choisies. Le propos de Piketty permet notamment, de réarticuler les termes de « politique » et d'« économique » situés au cœur des questions soulevées : ils sont, le plus souvent clivés dans un manichéisme artificiel et stérile aboutissant aux revendications ou invectives réductrices d'être ou non « de gauche » sans que l'on prenne la précaution préalable de réfléchir au sens que recouvre actuellement ce qualificatif. Peut-il encore se résumer à celui qu'il avait pris au cours du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la chute du mur de Berlin ? Là encore, nous entendons apporter notre contribution dans notre SURSAUT 3.

*« Les combats bipolaires des années 1917-1989, écrit Piketty en conclusion de son énorme travail, sont maintenant nettement derrière nous. Loin de stimuler les recherches sur le capital et sur les inégalités, les affrontements autour du capitalisme et du communisme ont plutôt contribué à les stériliser ... Il est plus que temps de les dépasser, y compris dans les formes que prend la recherche historique, qui demeure me semble-t-il profondément marquée par ces affrontements passés ... Cela oblige également à étudier l'Etat, l'impôt et la dette dans ses dimensions concrètes, et à sortir des schémas simplistes et abstraits sur l'infrastructure économique et la superstructure politique »* (p. 949 et 950). Ce que Piketty adresse aux historiens, économistes et philosophes, concerne tout aussi bien les acteurs politiques, les élus, les militants ou les politologues.

Nos sociétés ont pris l'habitude de démissionner devant l'économique promu comme une fatalité absolue qui soumet l'homme, aussi bien le responsable politique que le simple citoyen à ses diktats érigés comme vérités scientifiques. Son implacable autorité de l'économique naîtrait de ses valeurs d'objectivité fournies principalement par ses mises en chiffre. *« En réalité, rappelle Piketty, ces méthodes (... supposées scientifiques...) sont surtout fondées sur un usage immodéré des modèles mathématiques qui ne sont souvent qu'une excuse permettant d'occuper le terrain et de masquer la vacuité du propos »* (p. 946). Arrêtons donc d'opposer en termes de soumission irréductible d'un domaine à l'autre l'économique et le politique : les deux sont aussi inextricablement chevillés l'un à l'autre que l'esprit et le corps ou la nature et la culture. Il est impossible de faire de l'un des deux termes le facteur absolu dont l'autre ne pourrait que dépendre. Ils se constituent l'un par l'autre dans leur interaction.

De la même manière nous laissons nos intelligences démissionner devant un certain nombre de mots fétichisés, posés comme ayant des valeurs absolues et étant des références obligatoires. Le manichéisme qui les fonde (car ils sont souvent accompagnés du corolaire : bon/mauvais) permet de jeter des anathèmes faciles, des oukases venant censurer les esprits tout en se conférant à bon prix des brevets d'autosatisfaction. Des événements historiques sont sanctuarisés, des structures sociales et politiques fétichisées en oubliant totalement comment ils ont tous été marqués, le plus souvent par le sang, toujours par la lutte : ils correspondaient, à

chaque fois, à des circonstances et des moments de l'histoire très précis. Là encore, notre travail dans SURSAUT 3 permettra de prendre le temps de passer par l'histoire pour montrer comment les choses politiques ne sont jamais données une fois pour toutes. Elles se sont constituées, elles ont évolué mais elles restent toujours fragiles. IL faut savoir en prendre soin et toujours veiller à ne pas les laisser s'endormir, se fossiliser et confisquer au seul intérêt de quelques-uns dont la simple finalité est de maintenir ce qui est pour se maintenir eux-mêmes où ils sont : *« toute société, énonce-t-on dans notre préambule, démocratique demeure une création continue, faite en permanence d'adaptations et d'inventions. Toute civilisation subit naturellement une dégénérescence contre laquelle il faut combattre sans cesse. Les maladies qui peuvent la détruire sont sans doute la guerre ou la révolution, mais aussi la démagogie, le populisme, le racisme ou bien encore, hélas, l'incapacité des dirigeants en place ».*

Saisissons donc l'occasion qui nous est donnée de réfléchir et de débattre : notre livre se termine par un appel à la création d'un véritable réseau démocratique entre associations, citoyens et collectivités territoriales dans un *« projet commun pour lequel les idées politiques doivent désormais circuler de bas en haut et non plus de haut en bas, comme c'est devenu l'habitude ».*

### Octobre 2014, n°17 : NOT IN MY NAME ?

Le mois de septembre a vu s'éclorre ce nouveau mot d'ordre qui a aussitôt rencontré un énorme écho tant au niveau national que mondial. A travers le slogan, *« not in my name »*, ses créateurs anglais entendaient récuser en s'en désolidarisant l'invocation des djihadistes à l'islam pour justifier leurs actions violentes. De la même manière la fondation Active Change a envoyé ce message, *« ne tuez pas d'innocent en mon nom »*. Certains musulmans français ont prolongé cette action en créant : *#PasEnMonNom*. Le fondateur de l'organisation, Hanif Qadir, explique : *« ces terroristes de l'Etat islamique ne sont pas de vrais musulmans, ils ne suivent pas les vrais enseignements de l'islam comme la paix et la compassion, ce sont des ennemis de l'humanité ».*

Le recours du « nom » pour justifier une action, fut-elle de la violence la plus extrême, n'est pas chose nouvelle dans l'histoire : il n'est pas sans poser nombre de questions.

De tous temps les hommes se sont entre-tués « au nom » de grands principes. En Occident, notre Haut Moyen Age occidental est parti en Croisade contre les infidèles au nom de Dieu. Le XIX<sup>ème</sup> siècle a envoyé ses missionnaires pour convertir les « sauvages » à la religion chrétienne. C'est au nom de la démocratie et des droits de l'homme que nos nouveaux croisés contemporains n'hésitent pas à intervenir militairement pour délivrer les peuples d'autres nations de leurs dictateurs. Personne n'est dupe, en même temps, des intérêts d'extension impérialiste et économique qui se cachent derrière les « noms » invoqués.

Le « nom », originellement, rattache l'individu à un groupe. Notre « nom » d'état civil nous relie à des lignées ancestrales. Chaque personne possède cependant d'autres groupes d'appartenance : certaines lui sont imposées comme la famille ou la nation. Elles lui fournissent une identité culturelle et ethnique. D'autres adhésions groupales sont choisies : la religion et le parti politique par exemple. Les identités qui en découlent sont parfois complexes : elles peuvent mêler les origines, la race, l'appartenance religieuse et l'engagement politique. « Etre juif » transcende largement les frontières d'Israël ou la pratique du judaïsme. De la même manière, « être arabe » et « être musulman » s'amalgament dans l'esprit du plus grand nombre dans une entité qui n'a aucune base objective de réalité aussi bien religieuse que géographique.

Le slogan *« not in my name »* renvoie à la complexité l'appartenance qui y est désignée par le « nom ». Quel « nom » y est invoqué ? Son seul nom propre que l'on ne veut pas voir mélangé à des invocations collectives ? Celui « d'un collectif d'identité » musulmane ou arabe refusant la main mise par certains sur ces identités ?

L'un des fondements de la démocratie est pourtant la libre acceptation par les citoyens d'être dépossédés de leur choix et de leur contrôle personnel au profit de ceux issus d'une élection collective. L'élu choisi par le suffrage universel (direct ou indirect) n'est jamais choisi par tous : il l'est même souvent seulement par une courte majorité. Les sondages viennent d'ailleurs rappeler perversement de façon quasi quotidienne à nos dirigeants la fragilité de la « popularité » ou de « l'indice de confiance » qui les entoure.

C'est ainsi que je pourrais avoir honte, en tant que Français, d'un discours tenu par un chef d'Etat à Dakar, ne pas être d'accord avec son intervention militaire en Libye, ou être révolté par le discours qu'il tient contre les schizophrènes à l'hôpital d'Antony. En tant que citoyen d'une république démocratique je n'ai aucun moyen de lui contester le droit de ses initiatives.

Sauf, peut-être, s'il prétend parler « au nom de tous les Français ». Malheureusement, nos gouvernants ont perdu l'habitude depuis longtemps de telles invocations oratoires. Ils n'ont pas honte d'afficher la seule référence à leur « je » : leur discours ne renvoie plus qu'à leur pauvre ambition narcissique se pliant à ce qui est supposé

plaire aux citoyens réduits à une masse inerte de consommateurs grâce à l'appui de spécialistes en communication.

### **Novembre 2014, n°18 : « ON VA VOUS MENTIR »**

La chaîne Itélé diffuse chaque soir une émission de débat intitulée : « *On ne va pas se mentir* ». Dans deux émissions successives pourtant, celles des 3 et 4 septembre, nous avons entendu et vu les débatteurs jurer unanimement qu'ils n'avaient pas lu et ne liraient jamais le dernier livre de Valérie Trierweiler, « *Merci pour ce moment* ». Cette envolée de dignité outragée ne les a aucunement empêchés d'en débattre longuement et complaisamment. Alors de deux choses l'une. Soit ils témoignaient ainsi d'un manque grave de professionnalisme en ne se soumettant pas à la moindre de leurs obligations, celle de se donner les moyens de savoir ce dont ils prétendaient parler. Dans ce cas, leur devoir était de se taire. Soit ils nous mentaient au nom d'on ne sait quelle honte il y aurait eu à avouer qu'ils aient pu se compromettre dans une pareille lecture. Cette paresse déontologique ou hypocrisie professionnelle leur permettait ainsi l'utilisation facile d'un mot ou d'une phrase sortis de tout contexte et alimentait l'entretien de la rumeur et du « buzz » plutôt que la soumission à la contrainte et à l'analyse des faits.

Le livre de l'ancienne compagne de notre Président n'a pas tenu longtemps son premier rang dans le hit-parade des librairies. Un mois après il était détrôné par le livre de Éric ZEMMOUR, « *Le suicide français* ». Nous avons assisté alors à la même hypocrisie journalistique. Ainsi David PUJADAS dans le journal de 20 h de France 2 du 14 octobre annonce dans sa rubrique « *L'œil du 20 h* » un dossier consacré à Éric ZEMMOUR. On y compare les chiffres donnés par l'écrivain/journaliste sur l'émigration en France à partir, assure-t-il, des données de l'INSEE à ceux repris officiellement par l'un des analystes de cet Institut National de Statistiques. ZEMMOUR avance le chiffre de 12 millions d'étrangers en France dont 7 millions d'enfants de moins de 4 ans. Le spécialiste de l'INSEE corrige : on compte actuellement 3,7 millions d'étrangers sur notre sol. Il rectifie également le nombre allégué d'enfants de moins de 4 ans avancé par le journaliste. Sachant que la France compte 800 000 naissances par an, le chiffre avancé par ZEMMOUR est impossible puisque si l'on multiplie le nombre de naissances annuelles par 4 (pour arriver à la tranche d'âge allant de 0 à 4 ans) on ne peut qu'aboutir au plus à 3,2 millions d'enfants qu'ils soient d'origine française ou étrangère. La manipulation des chiffres de l'Institut est la même en ce qui concerne les mariages. Zemmour avance le chiffre d'un tiers de mariages entre français et étrangers, soit 270 000 sur 900 000. L'INSEE n'en comptabilise que 13%. Le journaliste de France 2 conclut : « *c'est un « polémiste »*. Non, c'est un MENTEUR !

Il y a déjà longtemps le philosophe allemand Victor KLEMPERER avait analysé comment le IIIe Reich avait établi son influence en infiltrant insidieusement la langue : « *les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir* ». Le totalitarisme du Troisième Reich, fait-il remarquer, « *n'a forgé de son propre cru, qu'un petit nombre de mots de langue, et peut-être même vraisemblablement aucun ... Il n'a fait qu'en modifier la valeur* » (« *LTI, la langue du IIIe Reich* », Albin Michel, 1996, p. 40).

Soyons donc vigilants à tous ces détournements de langage dans notre quotidien. Sinon le réveil sera rude lorsque ceux de nos managers ultra-libéraux auront rejoint ceux de nos apprentis-sorciers totalitaires.

### **Décembre 2014, n°19 : LA PENSÉE MAGIQUE ...**

On nomme « *pensée magique* » en psychologie celle du petit enfant qui n'est pas encore entré dans ce que l'on appellera « l'âge de raison » atteint, normalement, vers l'âge de 7 ans. Le petit enfant est persuadé alors de la toute-puissance de sa pensée sur les objets, les personnes de son entourage et les événements. C'est lui qui les crée, les contrôle et les transforme à sa guise. On peut légitimement se demander si nos politiques n'en sont pas restés à ce stade.

« L'affaire Jouyet » en fournit un dernier exemple. Comment peut-on imaginer qu'un homme de cette intelligence et de cette envergure politique ait pu, ne serait-ce qu'un instant, penser se soustraire aux réalités d'un enregistrement qui emprisonnait sous un sceau de réalité incontournable ce qui y avait été confié ? C'est le principe du petit garçon ou de la petite fille qui imaginent qu'il leur suffit de fermer les yeux pour devenir invisible aux autres. La réalité du monde extérieure n'existe plus : seule existe celle de leur pensée.

Les exemples sont foisons chez nos politiques de ces « mensonges » publics qui leur fait, dans un premier temps, nier en bloc ce dont on les accuse pour ensuite être contraints, plus ou moins piteusement, de les reconnaître.

Quitte à invoquer d'autres ressorts magiques comme cette « phobie administrative » invoquée par Thomas Thévenoud !

La pensée magique peut trouver une forme plus retorse, c'est celle du : « c'est pas moi c'est l'autre ! ». L'ancien chef d'Etat en est un des spécialistes : d'accusé il a l'art de se transformer en victime. La kyrielle de mises en examen de toutes sortes où il est nommé ne peut être, nous assure-t-il, que le fait de méchants loups poursuivant le blanc et tendre agneau qu'il serait. Il a même réussi à créer un « sarkoton » pour que chacun puisse l'aider à éponger sa « peine » (aux deux sens du terme) : et ça a marché ! Chacun y est allé de son obole, même chez certains élus de gauche ! En sport on appellerait cela de la tricherie, ou du « dopage » financier, et l'auteur serait suspendu voire interdit de nouvelle compétition. En politique, on oublie et on efface comme si rien n'avait existé : chacun semble, ainsi, légitimer sans hésitation la nouvelle candidature de Nicolas Sarkozy en 2017 et les militants UMP vont le désigner massivement nous promet-on à leur tête.

Cette « opération magique » pourrait faire sourire si elle ne contaminait l'environnement et jetait un voile délétère sur la démocratie. Elle ne serait pas possible sans la complicité ou l'aveuglement de médias amnésiques et d'électeurs réalisant régulièrement leurs élus condamnés comme s'il y avait une prime au fautif ! Les politiques sans tache leur semblent probablement trop tendres. De ce côté-là, d'ailleurs, remarquons que la gauche a l'art de savoir y jouer perdante à chaque fois. Soit ses élus se font prendre immanquablement la main dans le sac avec une naïveté désarmante, soit leur application d'une éthique républicaine amène leurs ministres ou secrétaires d'Etat à démissionner dès qu'un soupçon pèse sur eux. La droite, à l'inverse, n'a pas ces scrupules : Balkany ? Dassault ? les exils fiscaux de leurs députés ? « Circulez, il n'y a rien à voir ! ». Par contre elle sait perversément retourner l'exigence morale des socialistes comme preuve supplémentaire à charge contre eux.

La démocratie doit être autre chose, sinon elle est en grave menace de mort. C'est ce que nous rappelions déjà dans notre « SURSAUT 2 » sur la gouvernance, et que avons développé plus amplement dans le dernier « SURSAUT 3 ». Reconnaissons à l'actif de notre Président que l'indépendance de la justice a progressé depuis 2 ans.

Les revendications démocratiques de « transparence » peuvent paraître légitimes : elles ne peuvent, cependant, s'exercer sans un minimum de devoirs républicains : on ne peut tout exposer sur tout un chacun au nom d'un droit du citoyen à la vérité, surtout lorsque cette « vérité » est obtenue dans des conditions démocratiquement dangereuses.

Dans une démocratie, le contrôle de son exercice doit être exercé par le peuple et non par les médias et les politiques : c'est malheureusement à cette inversion que nous assistons. Ne nous étonnons pas dès lors de les voir occupés par le seul souci de leur maintien au pouvoir et la préservation du confort matériel qu'ils en tirent.

### **Janvier 2015, n°20 : BONNE ANNEE 2015 !**

L'équipe de Montpellier 2020 est heureuse de vous présenter ses meilleurs vœux pour l'année qui s'ouvre. Elle espère pour tous plus de bonheur, de partage et de justice. Un des enjeux de 2015 est la mise en place de la réforme territoriale. La Métropole montpelliéraine naît avec cet an nouveau. Le Département va bientôt élire ses nouveaux conseillers. La Région nouvelle, enfin, devra représenter notre nouvel espace de vie démocratique.

Les membres de Montpellier 2020, dans leur majorité, considèrent que la réforme territoriale constitue une chance pour notre territoire. Nous n'ignorons pas que pour beaucoup elle cristallise des peurs d'inflation de dépenses publiques, de superposition dangereuse de nouvelles couches dans un mille feuilles territorial déjà bien indigeste. D'autres craignent un fatal déclin de Montpellier face à la toute puissante Toulouse. Des derniers, enfin, craignent la disparition culturelle et identitaire de notre actuel Languedoc-Roussillon.

Oui, la réforme territoriale est une chance si nous savons abandonner ces positions défaitistes et démissionnaires. Elle est une chance si elle devient l'affaire de tous. Elle est une chance si elle est l'occasion d'une nouvelle dynamique démocratique et moderne face aux démons centralisateurs et bureaucratiques de l'Etat français et des décideurs européens.

Complémentaire avec les dynamiques métropolitaines en cours (Métropoles et Pôles métropolitains), la réforme territoriale devra permettre de conjuguer les forces économiques et géographiques du Languedoc Roussillon et de Midi Pyrénées.

Pour cela nous devons tous nous y atteler.

C'est ce que font les militants de Montpellier 2020.

Ils ont réalisé un premier pas en unissant leurs forces avec celles de notre voisin gardois et futur partenaire métropolitain, TPNA (Tous pour Nîmes et son Agglomération). Cette collaboration a commencé le 20 décembre 2014 par la tenue d'un séminaire de travail à GALLARGUES le MONTUEUX, commune symbole du passage

entre nos deux départements, sur le thème : « *Nouvelle Région, métropoles : pour quoi ? pour qui ?* ». 100 personnes étaient présentes. Trois autres rendez-vous sont déjà pris pour l'année 2015. Venez, nous ne serons jamais assez nombreux pour partager nos compétences et unir nos énergies.

## Février 2015, n°21 : CHARLIE HEBDO

Beaucoup de médias ont repris le terme de « sursaut » pour évoquer la mobilisation sans précédent qui a suivi les assassinats du 7 et 8 janvier 2015. Rien ne justifiera jamais les lâches attaques aussi bien terroristes que militaires contre des civils. Le meurtre délibéré de journalistes constitue une blessure grave pour toute démocratie. Les 3 à 4 millions de français qui ont manifesté en silence dans les rues de nos villes le dimanche 11 a remis du baume au cœur des républicains : ce n'est pas souvent que notre nation sait transcender ses différents et sa stérile ambition de se démarquer de l'autre à tout prix. Chacun a mesuré la vanité de telles dérives pourtant bien naturelles.

Si l'on ne veut pas que ce sursaut se réduise à un happening social et émotionnel éphémère et consumériste (la précipitation des acheteurs du numéro de Charlie en est un signe d'alerte) il nous faut savoir désormais passer au temps du travail d'analyse, de la lucidité et de l'inscription dans cette période de cette mobilisation démocratique.

Les contre-réactions qui ont suivi de premier temps de recueillement ne doivent pas nous surprendre. Tout angélisme démocratique est non seulement illusoire mais il est dangereux.

Nous ne pouvons nous satisfaire de considérer ces meurtres comme quelque chose d'inacceptable venu d'ailleurs : nous devons lucidement analyser comment ce sont nos sociétés elles-mêmes qui ont engendré ces monstruosité. Ce sont des hommes qui ont commis cela : ce n'est pas en les traitant de « salauds » ou de « fous » que l'on peut en absoudre notre humanité. Patrice PELAT a d'ailleurs souligné comment l'usage du terme de « fou » était une injure pour les personnes qui souffraient vraiment dans leur vie psychique.

Une partie est liée au passé impérialiste de l'Occident, une autre à son histoire plus contemporaine, création de l'état d'Israël » et conflits récents en Irak, Libye et Syrie notamment. Ces rapports de force se traduisent par des radicalisations religieuses. Nous devons nous demander comment l'intégrisme religieux pousse et se développe sur des terrains abandonnés par nos démocraties dans leur abandon d'une certaine culture humaniste au profit de celle déshumanisée du profit, de l'individualisme et du chiffre. Ce sont les termes mêmes de l'analyse de Régis DEBRAY dans le numéro du *Nouvel Observateur* du 14 janvier : « *en Occident ... le remplacement des lettres par les nombres et l'idée qu'à toute expression doit correspondre une valeur chiffrée, que ce soit en taux, en score, en part de marché, c'est quelque chose de sidérant. Est-ce l'illusion économique qui a stérilisé la politique ? Ou la politique est-elle tellement stérile qu'il ne nous reste plus que l'économique ? En tout cas il y a un cercle vicieux qui fait que nos dirigeants sont devenus des comptables* ».

Nos démocraties doivent rompre avec les dérives néolibérales qui, progressivement, tuent toute vie collective et imposent une anti-culture du chiffre et de l'objectivable et entretiennent une guerre planétaire qui ne dit pas son nom. Elles doivent revenir aux valeurs qui ont présidé à leur naissance sous leur forme républicaine : liberté, égalité, et fraternité.

Ces valeurs se transmettent d'abord dans les familles, c'est sûr, mais elles sont également du devoir de l'Etat et des écoles de la République. Ce sont les parents qui ouvrent les premiers leurs enfants au monde, mais c'est l'école qui les initie à la dimension sociale et citoyenne. Quelle instruction civique et morale donnent réellement nos écoles, nos collèges et nos lycées actuellement ? Comment les enseignants y sont-ils formés ?

La revalorisation de l'école maternelle et primaire ne peut se faire en termes de rentabilité directe : elle s'inscrit dans le temps. Ce n'est que dans 10 ans peut être qu'elle peut commencer à porter ses fruits. Ce délai est incontournable : toute autre attitude cherchant des effets immédiats est non seulement illusoire mais stérile.

La deuxième question sur laquelle nous devons nous concentrer de façon urgente est celle du chômage. Charles PIAGET, le leader syndical des luttes de LIP, nous a rappelés le 8 janvier dans notre soirée au cinéma UTOPIA qu'on ne pouvait appeler « démocratie » une nation qui accepte de laisser 3 millions et demi de ses travailleurs au chômage. Cette soumission à ce qui est présenté comme une fatalité économique et l'incapacité des partenaires sociaux comme des politiques d'y faire face est le meilleur terreau pour tous les actes antisociaux et les radicalisations politiques extrémistes.

Pendant ce temps-là, d'ailleurs, les riches continuent à s'engraisser sur le dos de leurs concitoyens. L'organisme confédéral international l'OXFAM annonce qu'en 2016, le patrimoine cumulé par les 1% les plus riches dépassera celui des 99% restants. Relisons Thomas PIKETTY : « *l'entrepreneur tend inévitablement à se*

*transformer en rentier, et à dominer de plus en plus fortement ceux qui ne possèdent que leur travail. Une fois constitué, le capital se reproduit tout seul, plus vite que ne s'accroît la production. Le passé dévore l'avenir ».*

### **Mars 2015, n°22 : DE REVOLUTION EN REPUBLIQUE ...**

Les éditions Gallimard viennent de réunir dans leur collection Quarto une grande partie des écrits de Mona OZOUF sous le titre « *de révolution en république* ». La philosophe et historienne était invitée à France Inter à en parler le 27 février. Le journaliste Bruno DUVIC l'invite en début d'émission à commenter « *les vicissitudes* » qui ont entouré les débats et le vote de la loi MACRON. L'historienne lui répond en y voyant un trait révélateur de la politique française depuis la Révolution : celui de la radicalité. Cette radicalité, héritée de 1789, continue à rester toujours vivante dans nos esprits, selon elle, alors que nous l'avons pourtant abandonnée depuis longtemps au niveau concret. Personne ne prêche actuellement la saisie violente des biens individuels par l'Etat, et aucun citoyen ne revendique l'idée de lui confier nos bonheurs individuels. Cette radicalité continue à s'incarner, par exemple, dans des affirmations entendues lors des derniers débats parlementaires où les mêmes députés ont pu affirmer que les réformes proposées par la loi n'étaient rien mais qu'il fallait s'y opposer fermement. Ce maximalisme radical impose l'absolutisme d'un « tout ou rien » et rend ainsi, pour Mona OZOUF, les français « *très incapables de réforme* ».

L'historienne invite l'auditeur de la matinale de France Inter à se replonger dans la lecture du philosophe montpelliérain Charles RENOUVIER, un des plus grands philosophes de la république à ses yeux, lorsqu'il écrit que « *les spéculations de la philosophie sociale ont le défaut de dégoûter les esprits des choses réelles en leur faisant croire qu'ils n'ont rien s'ils n'ont pas tout : tout ce qui n'est pas idéal est misère* ».

Thomas PIKETTY dans sa leçon inaugurale d'ouverture du festival de Radio France, le 14 juillet de l'été dernier, nous avait également invités à un retour de conscience sur la façon dont l'héritage révolutionnaire modelait en les aveuglant nos pratiques politiques contemporaines. Les français, à ses yeux, fonctionnaient toujours comme si, ayant fait la révolution en 1789, ils étaient définitivement dédouanés de tout procès en démocratie et se montraient totalement aveugles à tout ce que nos fonctionnements économiques et politiques véhiculaient de valeurs contraires à la démocratie.

Nos sociétés sont, en effet, soumises au poids de l'histoire : les circonstances changent et se façonnent les unes sur les autres. Tout démocrate doit se garder de fétichiser un événement ou un modèle social sous le prétexte qu'il a été un moment fécond de l'histoire.

Le juriste Alain SUPIOT vient de publier chez Fayard « *La gouvernance par les nombres* » qui est une reprise de son cours au Collège de France, « *de la gouvernance par les lois à la gouvernance par les nombres* ». Il y montre comment la révolution numérique a introduit une déshumanisation tendant à penser l'homme sur le modèle de l'ordinateur et le coupe ainsi de ses capacités créatives. Il constate que les politiques n'ont pas pris la mesure de cette métamorphose et continuent à fonctionner sur un modèle qui n'existe plus. « *La gauche politique et syndicale, constate-t-il, s'est rangée dès le début de son histoire du côté du taylorisme : l'absurdité d'un travail se résumant à une succession de gestes simples et mesurables était compensée par les vacances et le salaire* ». L'organisation du travail n'est plus la même : le CDI à plein temps et à vie ne sont plus les modes actuels. « *Plutôt que de se crispier sur le statut salarial et tenter de le geler mieux vaut s'appuyer sur ce statut pour le faire évoluer* ». Alain SUPIOT propose, ainsi, des voies permettant au salarié de se libérer un certain temps « *du travail subordonné* » pour mener à bien des projets personnels ou bien avoir la possibilité de s'investir dans des activités associatives ou créatives.

Les débats qui ont entouré la loi MACRON ont démontré, une fois de plus, le jeu stérile des mécanismes de positionnements politiques désertant les véritables débats sur le fond au profit de seuls intérêts stratégiques. Certains ont dénoncé ce texte comme trop libéral et droitier tandis que d'autres l'ont rejeté comme trop à gauche et faisant fi des lois du marché, sans oublier ceux (parfois les mêmes d'ailleurs) qui en ont dénoncé la vacuité. « *Peut-être*, écrivait Pierre MENDES FRANCE dans « *La vérité guidait leurs pas* », *oublions-nous par moments que d'autres, non sans peine, ont frayé le chemin et que, grâce à eux, nous avons le droit d'être plus ambitieux* ». Assumons non seulement ce droit, mais même ce devoir d'une ambition permettant d'inventer le futur et de travailler le présent.

### **Avril 2015, n°23 : LE DEUXIEME TOUR**

Le verdict du premier tour est tombé, moins sévère pour certains qui s'en tenaient aux prévisions des instituts de sondage, mais implacable cependant. Sur notre territoire métropolitain la « gauche » perd du terrain certes, mais



c'est surtout l'effacement de l'UMP qu'il faut souligner. Contrairement à la plupart des autres départements français, il n'a pas opéré le « rassemblement républicain » qu'appelait son secrétaire national, Nicolas Sarkozy et fond progressivement face au Front National qui arrive en tête dans 15 de nos 25 cantons héraultais et reste placé sur 7 autres. Et pourtant c'est l'UMP qui risque de faire balancer le résultat dimanche prochain ... avec, bien sûr, nous ne le répéterons jamais assez, le taux de participation et l'intelligence que sauront montrer ceux qui continuent à se revendiquer de la gauche.

Alors, de grâce ! arrêtons les chamailleries politiciennes et dépassons les querelles de prestance ou les rancœurs inutiles. Que tous les démocrates fassent union derrière ceux et celles qui seront les mieux placés pour faire vivre les valeurs humaines et sociales qui fondent nos démocraties. Ne tombons pas dans la lâcheté du refus de se prononcer dicté par un ancien Président de la République toujours prêt, par ailleurs, à donner des leçons de courage et d'audace ! Sachons nous réunir sur ce qui nous rassemble, les valeurs de la démocratie citoyenne. On a besoin d'hommes et de femmes courageux, déterminés et intelligents pour diriger demain nos départements. N'oublions pas, ils auront en charge le redoutable et ambitieux passage vers les nouvelles dimensions territoriales : l'enjeu est capital pour le devenir des générations futures.

Cet enjeu est illustré directement par l'article qui suit : l'intervention du politologue Bernard GUETTA sur l'Europe. Nous ne pouvons plus penser le monde dans nos seules frontières géographiques et « psychiques » familières, sinon à nous réfugier dans un passéisme mortifère. C'est ce « nouveau monde » que nous sommes conviés à inventer : c'est un des principaux enjeux du deuxième tour. Quel monde voulons-nous pour nos enfants ?

### **Mai 2015, n°24 : NOTRE FUTURE REGION**

Alors que l'horizon de notre future Région se rapproche (élections du Conseil Régional en décembre 2015 et officialisation le 1 janvier 2016), des réactions de plus en plus nombreuses se font jour dans la presse. Elles sont faites d'espoirs, d'ambitions, de volontés pour certains mais également de craintes voire de colère pour d'autres. On peut raisonnablement penser que le devenir de la fusion et ses chances d'amener un supplément de dynamisme à notre nouveau territoire résidera dans la capacité de ses acteurs et de ses responsables aussi bien politiques qu'économiques de jouer de leur complémentarité en respectant un juste équilibre dans la répartition des compétences.

**La répartition des compétences : un impératif d'équité** - La désignation présente de Toulouse comme chef-lieu provisoire de nos régions rapprochées était attendue et ne constitue pas une surprise. Philippe SAUREL a déclaré avec raison que ce choix, s'il était inéluctable d'un certain côté (il fallait bien choisir une des deux métropoles), devait s'accompagner d'une exigence « d'équité » dans la répartition des compétences des deux Cités.

Les désignations des 7 préfets « préfigurateurs » des Région, des 9 recteurs « coordonnateurs » désignés par le premier ministre, des 7 directeurs généraux « préfigurateurs » des ARS et de Pôle Emploi ne peuvent que légitimement faire naître des inquiétudes à ce sujet car ils sont tous originaires de Toulouse en ce qui concerne notre future Région. Même s'il est précisé dans le communiqué du Conseil des Ministres du 22 avril présentant ces annonces que la désignation de ces préfigurateurs ne prédétermine en aucune façon le choix d'implantation des services, on ne peut que soutenir ceux qui demandent une plus grande équité et exiger le respect de la parole même de Thierry MANDON, à l'issue de ce Conseil des Ministres celle d'*"une répartition équilibrée sur les territoires de l'action de l'Etat"*. La future Agence Régionale de Santé, par exemple, devrait se situer sur Montpellier, ce qui rétablirait un équilibre de cette répartition souhaitée par le gouvernement et serait tout à fait adaptée compétences médicales et sanitaires de Montpellier et serai un signe de respect pour le Languedoc Roussillon.

### **Juin 2015, n°25 : NOTRE VILLE, NOTRE DEPARTEMENT, NOTRE REGION, NOTRE PAYS, L'EUROPE**

**Notre Ville** - Montpellier 2020 s'est créée, il y a déjà 4 ans, pour constituer une force de réflexion, de propositions et de débats sur le présent et l'avenir de notre territoire métropolitain à l'initiative d'un groupe de citoyens partageant ensemble des valeurs démocratiques et républicaines. La réforme territoriale les a amenés, depuis, à se concentrer sur l'avenir de notre Métropole naissante. Plusieurs textes de propositions concrètes ont été élaborés par ses membres. Nous en proposons deux parmi les quatorze dans ce numéro ayant trait à deux aspects particuliers, la santé et l'industrialisation dans Montpellier Méditerranée Métropole. Les autres ont

consultables sur notre site. Vos réactions sont bien sûr les bienvenues à notre adresse : montpellier.asso.2020@gmail.com.

**Notre Département** – Un nouveau conseil départemental vient de se mettre en place. Nous ne pouvons que regretter que sa première décision ait été d'accorder une augmentation de 8% des indemnités de ses élus. Dans le contexte d'extrême difficulté économique pour beaucoup d'habitants de notre département, de restriction budgétaire des moyens des Départements pesant lourdement sur le financement des actions de solidarité notamment et face à la perte croissante de confiance des citoyens vis-à-vis du politique, il y avait certainement d'autres « signes » à envoyer.

**Notre Région** – La Région en construction est au centre de nos activités actuelles. Elle sera l'objet de notre troisième rencontre de Gallargues qui se tiendra le samedi 6 juin en collaboration avec nos amis nîmois de TPNA. Nous vous y attendons nombreux. Elle sera l'objet également de la journée « inter nouvelle Région » le 3 juillet à Narbonne.

**Notre pays** – Notre ambition est plus large que nos seules frontières locales. Dans la journée de Narbonne le vendredi 3 juillet nous comptons inviter d'autres « Think tank » nationaux à participer à nos travaux. La réforme territoriale interroge les liens entre l'Etat et le pays.

**L'Europe** – L'Europe constitue désormais notre nouvel horizon politique avec ses bonheurs et ses malheurs. Après Bernard GUETTA, c'est à Jean MATOUK que nous avons demandé d'animer une soirée « Controverses » sur notre communauté européenne. La crise grecque, les élections anglaises, les durs événements qui se passent en Ukraine, autant de sujets qui requièrent notre attention vigilante et notre mobilisation.

## Juillet 2015, n°26 : DE LA NECESSITE DE REFONDER LES REGLES DE LA GOUVERNANCE

Le voyage de notre premier ministre\* a fait la une de nos journaux, radios et télévisions pendant deux semaines. « *Faute politique* » pour les uns, « *faute morale* » pour les autres ... Les passions étant retombées le temps est venu de se poser la question du bien fondé d'un tel déchaînement médiatique. Son outrance peut paraître injustifiée en ce qui concerne la personne incriminée qui a su convenir de sa « bourde » et qui n'est pas coutumière de comportements de complaisance envers les règles de la République que ce soit dans ses mandats passés d'élu ou dans sa fonction politique actuelle. Par contre, une fois que l'on a mis de côté les personnalités de ceux qui ont crié les plus forts et qui sont mal placés pour donner des exemples, on ne peut que donner raison aux voix indignées qui ont su aller au-delà du seul événement montré du doigt. Cette histoire, en effet, est exemplaire des fragilités inhérentes à nos démocraties et qui malheureusement se retrouvent trop souvent chez ceux qui devraient en incarner l'exemplarité, les gouvernants. Tout ce qu'a fait Manuel Valls est resté, en effet, dans la limite précise des règles qu'autorise sa fonction, protocoles de sécurité d'un déplacement de premier ministre, réponse à une invitation dans le cadre d'un événement international et accompagnement de proches. Nulle trace d'outrage passager de prérogatives, nul reproche possible d'illégalité. C'est donc bien le fondement même des lois démocratiques actuelles qui sont interrogées, celles que savent tisser nos politiques pour conforter leurs places et leurs privilèges.

Tout le monde a été témoin, encore plus récemment, du tollé soulevé par le rapport de « France Stratégies » évoquant un âge limite d'exercice des mandats, 70 ans, et une limite à trois mandats successifs. En France, nos gouvernants et nos élus ont pris l'habitude de vivre dans des comforts matériels davantage hérités des royautés que des exigences d'une démocratie : regardons ce qui se passe chez nos voisins.

Cette fragilité est constitutive même du principe démocratique de représentation puisqu'il accorde aux élus le pouvoir de légiférer. Il est aisé de deviner que la tentation devient vite grande pour eux de se fabriquer des lois qui assurent leur confort et leur maintien en exercice. Sans être grand philosophe, ni sombre moraliste, chacun sait que l'homme peut très rapidement se constituer comme son premier ennemi. C'est ainsi que les sociétés se sont construites en protégeant la liberté et la sécurité de chacun par le sacrifice accepté d'une partie de cette liberté et de cette sécurité. Sans ces règles, il n'y a pas de société, pas de culture, pas de civilisation.

Montpellier 2020 a rappelé dans son « *Sursaut 2* » quelques règles élémentaires de toute « gouvernance » qui se veut respectueuse de la démocratie et de la République. Elles sont simples : limiter à deux le nombre de mandats successifs et réduire de la même manière leur cumul dans un exercice exécutif simultané. Avec la réforme territoriale, nous avons ajouté un troisième objectif : diminuer le nombre des élus des collectivités départementales et régionales. C'est à cette seule condition que nous aurons une démocratie « aérée » faite du jeu des différences de génération, de parité entre hommes et femmes, représentative des diversités sociales économiques et culturelles garantissant l'investissement de nos élus et la continuité de leurs actions politiques.

\*Manuel Vals s'était déplacé à Berlin avec sa famille pour assister à la finale de la coupe d'Europe de football. La presse avait contesté le caractère officiel et politique de ce déplacement et avait demandé au premier ministre de rembourser les frais du voyage.

### **Août 2015, n°27 : THINK TANKS ET POLITIQUES : QUELS LIENS ?**

Les organisateurs de la rencontre de Narbonne prévue initialement le 3 juillet ont pris une décision difficile mais nécessaire en jugeant préférable de la reporter à l'automne. Ils ne pouvaient, en effet, prendre le risque de donner corps aux soupçons naissant d'appartenance partisane à un candidat ou à une liste pour les régionales de décembre. Il en allait de leur liberté de penser, de la crédibilité de leurs propositions et de l'indépendance des débats publics qu'ils ouvraient.

Il est évident que les liens entre les laboratoires d'idées et les politiques sont nécessairement complexes et s'incarnent souvent dans des choix divers. Ainsi la Compagnie Paul Riquet l'exclut d'emblée. TPNA, à l'inverse, a constitué une liste lors des dernières échéances municipales. MP2020 se situe dans une position médiane. L'association, en tant que telle, s'est toujours refusée de se mettre au service d'un parti, d'un candidat ou d'une liste. Certains de ses membres, par contre, peuvent être des élus ou engagés dans des cabinets ou commissions politiques : ils le sont toujours à titre individuel.

Une démocratie nécessite la constitution de partis représentatifs de son peuple. Elle a tout autant besoin d'organisations « citoyennes » reflétant la pluralité de la société civile, faites d'hommes et de femmes engagés dans une réflexion sur le « vivre ensemble » et sur l'avenir de nos territoires, quartiers, communes, métropoles, départements, régions. Leur liberté par rapport aux ambitions individuelles ou partisans donne une autre dimension aux travaux et aux propositions qu'ils offrent aussi bien aux élus qu'aux citoyens. Leur souhait est évidemment qu'ils puissent être entendus et repris et infléchir ainsi les choix des décideurs politiques et économiques.

La nécessité de la rencontre de Narbonne se situe dans cette exigence. Elle fera une place aux Think tanks qu'ils soient régionaux, nationaux et même internationaux puisque nous comptons la participation de la Fundacio Catalunya Europa. La journée permettra un échange avec les acteurs économiques et culturels de l'ensemble de notre future grande région afin de « dessiner » notre future région. Elle pourra s'appuyer sur les propositions de notre ouvrage collectif « *Dessine-moi une région* ».

### **Septembre 2015, n°28 : DESSINE-MOI UNE REGION**

Comme chaque année, Montpellier 2020 tiendra son stand à l'ANTIGONE des ASSOCIATIONS (stand 71945). C'est l'occasion pour chacun et chacune de rencontrer les membres de notre Think Tank, de vous informer et d'échanger avec nous. Notre cercle de réflexion est une association de citoyens soucieux de la construction de notre « vivre ensemble », attentif au devenir de notre démocratie locale et régionale, attaché aux valeurs républicaines qui fondent notre pays et ouvert à ce qui se passe au-delà de nos seules frontières. Nous avons toujours refusé d'être un cercle fermé d'érudits ou de « bienpensants » : notre pensée et nos travaux ne peuvent se nourrir et se justifier que de nos rencontres et de nos échanges.

Nous présenterons également à notre stand les deux prochains événements que nous préparons : la rencontre du samedi 24 octobre à Narbonne et notre prochain ouvrage rédigé en partenariat avec deux autres cercles de réflexion, la Compagnie Riquet de Toulouse et TPNA de Nîmes, « *Dessine-moi une Région* ».

### **Octobre 2015, n°29 : LA RENTREE ... DE L'AUDACE, DU COURAGE ET DE L'AMBITION !**

On a coutume de désigner les mois de septembre et octobre comme ceux de la « rentrée », rentrée des classes, rentrée littéraire, rentrée politique ... comme si le monde se mettait en vacances durant l'été. Pourtant, les grecs n'ont guère connu cette trêve : referendum le 5 juillet suivi de la grave déconvenue d'un nouvel accord avec l'Europe faisant peser encore plus fortement sur leur économie les impositions de Bruxelles et aboutissant à la fin du mois d'août à la décision d'Alexis Tsipras d'un nouveau vote de confiance. Les migrants non plus n'ont guère connu de vacances : on a compté 20 843 migrants arrivant dans la seule Grèce en une seule semaine (du 8 au 14 août), chiffre qui constitue un nouveau malheureux record. Et toujours dans ce coin du monde, la Syrie et ses massacres quotidiens se déroulant sous nos yeux impuissants. Gérard Dorival nous propose plus bas un texte de réflexion. Cette liste « estivale » n'est malheureusement pas exhaustive.

Notre France a ainsi pris l'habitude de s'assoupir quelques semaines. Les médias se mettent en repos désormais dès la fin du mois de juin, nos entreprises en août et nos politiques également. La réalité n'en revient que plus

forte en septembre : une rentrée scolaire sans accroc majeurs, une rentrée syndicale tendue avec l'annonce de mouvements sociaux d'ampleur, une rentrée politique qui se radicalise à l'approche des régionales et des partis qui se déchirent ou font semblants de s'entendre ou de se diviser (écologie, PS, les Républicains...). De grands débats se profilent. Ils sont centraux pour notre démocratie. Les immigrations massives en provenance de la Syrie obligent l'Europe à réviser une politique de frontières nées des seuls intérêts économiques de libre-échange. Les évolutions économiques et sociologiques de notre société nous obligent à ne pas nous replier frileusement sur certaines définitions de la fonction publique et du code du travail : si nous ne le faisons pas, certains le feront et le résultat sera dur. Ce serait un honneur pour la « gauche » de s'atteler à ce travail avec l'ensemble des partenaires sociaux. Nous comptons, à Montpellier 2020, contribuer à ce travail public. Enfin les élections régionales constituent un enjeu majeur aussi bien économique, politique que démocratique. Ne le laissons pas se réduire à un seul tremplin pour les ambitions de quelques-uns en vue de la présidentielle de 2017. Montpellier 2020 n'a pas pris de vacances. Ses militants ont travaillé tout l'été à la rédaction de leur ouvrage, « *Dessine-moi une Région* », avec ceux de TPNA de Nîmes, et d'autres personnes désireuses de participer à ce challenge : réfléchir à une ambition régionale et faire des propositions. Pour nous, la future grande Région est une chance, à la condition que nous sachions la « travailler » ensemble. Nous épaulerons, du même coup, nos politiques en les aidant à sortir de leurs entropies naturelles internes qui les amène trop souvent à se replier vers le maintien des choses plutôt que vers l'audace de grands projets donnant espoir à tous.

### **Novembre 2015, n°30 : LES ELECTIONS REGIONALES, « DESSINONS ENSEMBLE UNE REGION »**

La construction de notre nouvelle Région entame désormais sa phase ultime. Les listes officielles vont être déposées ; la campagne électorale officielle pourra alors débiter et nous amener au dimanche 6 décembre date du premier tour des élections. Il est indispensable que tous, candidats ou simples citoyens, nous soyons conscients des enjeux de cette élection et ambitieux pour le devenir de notre territoire. Ce n'est pas tous les jours que notre nation modifie sa carte administrative, il y a à peu près 220 ans pour les départements et un peu plus de 30 ans pour les régions. Notre dernier ouvrage, *Dessine-moi une Région*, concluait en appelant à la mobilisation sur le grand projet « *dont notre Grande Région a besoin pour que ses habitants réussissent à y vivre mieux, dans un territoire auquel ils se sentent appartenir vraiment, et où il fait bon vivre ensemble. A chaque citoyen de décider s'il veut, en s'engageant, prendre sa part des choix qui conditionnent notre avenir* ».

En tant que citoyens nous devons aller voter : l'abstention est le pire des maux de la démocratie et ne profite souvent qu'à ses ennemis. En tant que candidats, vous devez être conscients de la responsabilité qui vous incombe, celle de faire espérer et rêver en proposant à tous des projets et des actions qui nous grandissent. Epargnez-nous les basses promesses, les calculs mesquins et les petits jeux d'ambitions rétrécies : adressez-vous à l'intelligence et au cœur. « *Pour fonder la République, il faut la faire aimer* » rappelait SAINT JUST et Pierre MENDES France, dans son livre « *La vérité guidait leurs pas* », ajoutait que l'homme politique ne doit jamais oublier qu'il est d'abord un « *mandataire ... au service de la vérité* »

Notre Think tank a commencé depuis des mois un travail de réflexion qui a abouti à son ouvrage collectif : puissent nos propositions alimenter la campagne et inspirer les projets des candidats. Montpellier 2020 est, bien sûr, disposée à contribuer au débat durant ces deux mois et venir animer des échanges autour de son ouvrage « *Dessine-moi une Région* ».

### **Décembre 2015, n°31 : APRES LE 13 NOVEMBRE ... ET AVANT LES REGIONALES**

L'histoire ne nous offre pas toujours la possibilité d'un répit. Encore sous le choc des tragiques attentats du 13 novembre à Paris, nous ne devons pas pour autant oublier les élections régionales des 6 et 13 décembre. Une réaction d'abstention fragiliserait encore plus notre démocratie. Un rassemblement improvisé à Montpellier le samedi 14 novembre a permis à près de 5000 personnes de se retrouver place de la Comédie pour un moment de recueillement et d'hommage aux victimes. Sur toute la France on a assisté à de tels regroupements unissant générations et origines sociales et culturelles. **Cette mobilisation doit de retrouver dans les urnes.**

Nous sommes encore trop près des événements pour en tirer des analyses précises. Nous vous proposons donc des « tribunes libres » : elles dessinent des angles d'approche de notre actualité et espèrent contribuer au nécessaire débat qui remue notre société depuis 15 jours. Les événements que l'on traverse doivent faire grandir nos intelligences individuelles et collectives : notre « Lettre » entend plus que jamais en être un des ferments.

Nous publions également un texte adressé aux candidats aux élections régionales. Il prolonge notre travail entamé avec notre livre « *Dessine-moi une Région* » et notre journée de Narbonne en leur proposant 7 points qui peuvent être autant d'exigences et de défis face à la construction de notre nouvelle Région.

### **Janvier 2016, n°32 : « L'AVENIR NE SE PREDIT PAS, IL SE TRAVAILLE » BONNE ANNEE 2016 !**

A l'aube de notre nouvelle année 2016, quels vœux pouvons-nous nous adresser les uns aux autres si ce n'est en partant des événements que nous avons partagés l'année écoulée ? 2015 restera pour le plus grand nombre l'année de deux graves attentats marquant son début et son terme : les assassinats des dessinateurs et des collaborateurs de Charlie Hebdo le 7 janvier suivis, le lendemain, de ceux des clients du magasin cacher de la porte de Vincennes, et la folie meurtrière de la sinistre nuit du 13 novembre. L'illusoire « confort » intellectuel, moral et matériel dans lequel nous nous croyions protégés par nos démocraties s'est brutalement effondré nous obligeant à de douloureuses questions sur ce qu'il nous reste de nos « vivre ensemble ».

Claude NEUSCHWANDER, notre Président, et Gérard DORIVAL se sont chacun lancés dans l'exercice périlleux de formulations de vœux. Leur point commun est fondamental : si nous voulons que 2016 soit une « bonne année », nous devons d'abord nous persuader qu'elle ne se fera pas sans l'engagement et l'action de chacun de nous.

« *Des vœux qui nous obligent ...* » : trop longtemps sous nous sommes reposés sur une démocratie de confort faite d'une revendication infinie de droits dans l'oubli total des exigences de nos devoirs de citoyens. Les « droits de l'homme » sont tout autant des devoirs : c'est cette réciprocité qui les fonde. Sans elle il est impossible de créer et d'organiser un « vivre ensemble » harmonieux respectueux de tous. C'est la vieille leçon des philosophes : la liberté de chacun ne peut se concevoir sans la liberté de tous. C'est ce qui fonde notre humanité. Une des grandes perversions du néo-libéralisme consiste à faire croire à la possibilité de l'avènement de l'individu-roi, soucieux de son seul plaisir et mené par sa seule ambition comme si, miraculeusement, un principe harmonisateur suprême garantissait mécaniquement le bien-être de tous. L'actualité nous montre, pourtant, chaque jour l'effet inverse. Les réfugiés qui viennent frapper à la porte de nos nations, les enjeux d'équilibre écologique de la planète rappelés la COP 21 et les conséquences désastreuses de la seule logique du libre-échange qui ont amené la grave crise que nous payons encore en constituent autant d'évidences.

« *Rien n'est moins sûr* », en effet, car rien n'est écrit d'avance, ni pour le meilleur qui n'est jamais une certitude sur laquelle nous pourrions nous reposer, ni pour le pire qui n'est jamais une fatalité à laquelle nous serions soumis. Sigmund FREUD nous a enseigné, il y a déjà longtemps\*, comment l'homme était constitué fondamentalement par une double pulsion : l'une le pousse à la vie et à la création (Eros), l'autre à la mort et la destruction (Thanatos). Il ajoutait que les sociétés étaient construites sur une même dynamique et que rien ne pouvait laisser prévoir de la force qui triompherait. Sinon, à ce que chacun s'y attelle : l'avenir, ça ne se prédit pas, ça se travaille. Ces derniers mois ont vu cette « pulsion de mort » en actes aussi bien dans les actes meurtriers que dans la séduction sourde de certaines sirènes politiques prônant le conservatisme du repli et de la méfiance. Ils ont permis de montrer en même temps les ressorts collectifs de nos « pulsions de vie » : c'est sur ces dernières que nous devons nous appuyer en 2016.

2015 restera également l'année du grand changement politique local avec la constitution de notre nouvelle grande Région et l'élection du nouveau Conseil régional réuni autour de Carole DELGA. Félicitons cette dernière et ses colistiers de leur victoire. La nouvelle majorité a publié ses engagements de mandature : nous en avons joint les grandes lignes dans ce numéro nous réservant le temps d'une analyse et de propositions. Bonne et fructueuse année au Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées !

\*dans « *Le malaise dans la culture* » (1931)

### **Février 2016, n°33 : SORTIR DES LOGIQUES BINAIRES REDUCTRICES**

Notre société est devenue une société du « pour ou contre » : pas de place entre les deux. Notre néo-culture libérale a ainsi choisi la simplification au lieu de la complexité. Elle s'est moulée dans la logique informatique où ce qui définit un signe n'est pas ce qu'il est mais ce qu'il n'est pas. Cette réduction manichéenne est à la source de dynamiques d'exclusion et rend impossible tout véritable débat démocratique. Elle favorise, de plus, la paresse de l'esprit plutôt que son intelligence.

Prenons deux exemples au cœur de notre actualité. Le premier est celui de la déchéance de nationalité : ne pas s'affirmer d'emblée « contre » vous classe automatiquement à droite, alors que la question est beaucoup plus complexe car elle fait appel aussi bien aux notions de « nation » ou de « constitution » qu'à des retours sur l'histoire de notre pays, sur sa création faite d'apports successifs et sur ses guerres mondiales ou coloniales. Le second concerne le débat sur le code du travail. A écouter les médias, les déclarations des hommes politiques et syndicaux ou les analyses « expertes » de certains politologues ou intellectuels il apparaît évident qu'ouvrir simplement une possibilité de sa révision ne peut qu'être le fait d'une pensée de droite.

Nous fonctionnons ainsi sur des « prêts à penser » politiques où la simple évocation de certains mots comme « nation », « autorité » sont délibérément abandonnés par des hommes de « gauche » au profit d'une droite qui, malheureusement, en profite pour tirer ces concepts vers leur sens le plus négatif. Le label de « gauche » est, de la même manière, accordé de façon aussi simpliste. Suffit-il d'être « frondeur » pour donner une garantie de gauche ? Est-ce que le seul fait de quitter le gouvernement introduit au titre d'homme ou de femme de gauche ? Arrêtons de brader ainsi des pans entiers de la République à des schémas ainsi réducteurs au nom d'une droite ou d'une gauche qui seraient définis de façon sacrée sur de nouvelles tables de la loi promulguées par on ne sait quel dieu fondateur de la politique.

La pensée occidentale s'est longtemps structurée sur une référence dynamique dialectique : l'opposition entre deux termes ne se résumait pas à un combat stérile de la prééminence de l'un ou de l'autre, il accouchait d'un troisième terme qui permettait de créer une ouverture et un progrès dans le traitement de la question. Thèse et antithèse accouchaient d'une synthèse qui, elle-même, se retrouvait prise très rapidement dans une opposition dialectique à une nouvelle antithèse. En Extrême Orient, les principes contraires du « yin » et du « yang » ne constituent pas des champs radicalement séparés : ils sont, au contraire, complémentaires. Dans leur symbole (cf. illustration du dessus), la partie noire contient une partie blanche, et la partie blanche une partie noire. C'est l'interaction entre les deux qui est constitutive du vivant.

C'est un devoir pour un laboratoire d'idées que de se situer dans le champ de la complexité et de s'opposer à toutes les réductions nées aussi bien de la soumission idéologique que des aliénations consuméristes. C'est la volonté de Montpellier 2020 de continuer ainsi cette année. Nous avons choisi, notamment, de vous proposer des soirées Controverses permettant de véritables confrontations sur des sujets au cœur de notre actualité. La première sur la réforme du Code du Travail. Une deuxième sur la transition énergétique et une troisième sur la dynamique associative comme élément fondamental de la construction sociale d'un vivre ensemble. Nous vous y attendons nombreux pour confronter nos idées.

## **Mars 2016, n°34 : DEMOCRATIE DIRECTE ET DEMOCRATIE REPRESENTATIVE**

L'actualité politique a remis au goût du jour les consultations directes qu'elles soient constitutionnelles comme les referendums, réglementaires comme les organisations de primaires pour les présidentielles ou hors de ces cadres définis comme les pétitions sur le net ou les sondages d'opinion. La réforme du code du travail introduit le referendum comme une possibilité à l'intérieur des entreprises. Le chef de l'État a annoncé le recours référendaire comme ultime étape décisive pour l'aéroport de Notre Dame des Landes. L'annonce du nouveau plan pour l'emploi a déclenché une énorme vague de signatures d'opposition au texte. Tous ces modes constituent des variations d'une même volonté : celle de faire entendre la voix des citoyens en lieu et place des représentants élus ou nommés qu'ils soient politiques ou syndicaux.

La coexistence de ces deux systèmes, représentatif et direct, n'est pas, cependant, sans poser de graves problèmes pour nos démocraties.

Le recours au sondage direct des opinions des français s'accompagne fatalement d'une dangereuse décrédibilisation des représentants légitimement élus. Certains diront qu'ils y prêtent bien le flanc : face à cette détérioration de nos institutions l'appel à une consultation directe est-il le meilleur remède ? Il en va comme de la poule et de l'œuf : l'affaiblissement de la confiance prêtée aux responsables politiques (ou syndicaux) entraîne une réaction de contournement de leur autorité par une expression directe ce qui ne fait qu'accroître la faiblesse que l'on veut corriger.

Cette double référence autoritaire et décisionnelle a des conséquences directes qui ne peuvent être négligées. Elle représente, d'abord, un coût économique considérable en cas d'annulation d'une réalisation déjà entamée de projets votés. Elle a également une conséquence indirecte de risque de stérilisation de tout projet. La France souffre déjà d'un temps de délai excessif entre celui de la décision et celui de la réalisation : à quelles calendes grecques renvoie-t-on tout projet qui ne remplit pas des critères de consensus ? Les aléas de la construction de

la ligne TGV dans notre Région et de sa gare montpelliéraine dont on enregistre ces jours-ci de nouveaux rebonds en sont un exemple local direct.

Cet espace ainsi libéré entre élus et citoyens risque d'augmenter encore plus le pouvoir des technocrates et des experts seuls recours déclarés « objectifs » et des cabinets juridiques chargés de trancher les litiges. Aussi bien élus que citoyens sont alors perdants.

En essayant d'aller plus profondément, nous devons nous demander si cette appétence pour la consultation directe ne repose pas sur une croyance illusoire, celle de l'existence d'une « vérité innocente » qui naitrait naturellement d'une expression directe individuelle : tout tiers ne viendrait que la polluer.

Tout le monde reconnaît pourtant le poids des médias dans la détermination des opinions et l'influence des lobbys dans la fabrication de nos modes de pensée. Rappelons-nous la vente du « *temps de cerveau disponible* » revendiquée par le patron de TF1, Patrick Le LAY. La « pureté » du jugement du citoyen de base devient dans nos sociétés une dangereuse utopie, aussi vaine que l'existence d'un bon sauvage vierge de toute contamination sociale. L'histoire nous a suffisamment montré que le suffrage universel a amené bien des dictateurs au pouvoir et que les régimes totalitaires ont toujours pu s'enorgueillir d'un très fort taux de plébiscitation de leur leader.

Les questions soumises à referendum sont, par ailleurs, nécessairement binaires, donc réductrices : le citoyen ne dispose que du choix d'être « pour » ou « contre ». Elles se situent toutes dans la même logique qu'aiment à cultiver les tribuns démagogiques, celles du bien et du mal, eux se situant bien sûr du côté du Bien diabolisant ce qui n'est pas « leur ». Ces dynamiques manichéennes constituent toujours une voie royale aux dictatures. Imagine-t-on un seul instant que la décision de mettre fin à la peine de mort ou de légaliser l'avortement ait pu être décidée par voie référendaire ? Et pourtant tout le monde s'accorde à faire de ces deux décisions des avancées démocratiques capitales.

Ces recours directs, comme nous le disions en introduction, se veulent être des remèdes aux « maladies » de nos démocraties : elles d'en représenter un poison pire que le mal qu'ils entendent soigner en influant gravement sur les modes de gouvernance. L'une des qualités premières d'un responsable politique réside en son courage. La volonté de plaire à plus grand nombre ne fabriquera jamais que d'habiles stratèges soucieux de leur seul audimat qui ne se lanceront jamais dans un projet politique ambitieux fragilisant leur popularité. Pour affronter ce risque le dirigeant politique doit savoir déployer intelligence et pédagogie. Ces deux qualités sont à l'opposé des attitudes de soumission et ou de tergiversation entraînée par des politiques abandonnées au vau l'eau des seuls aléas des opinions et des intérêts économiques : elles ne produisent que la stérilité de l'action politique, le désenchantement social et la tentation des sirènes démagogiques.

Deux questions encore.

Le recours aux scrutins référendaires, même s'il est inscrit dans la Constitution, est-il compatible politiquement avec les termes actuels de la Vème République ? On peut raisonnablement penser que non. Le Général de Gaulle a institué le referendum pour asseoir son autorité par-dessus les Chambres confondant ainsi le plébiscite avec la question posée : il a du même coup précipité sa chute. Actuellement, le recours référendaire cache l'inverse : un aveu d'impuissance et de manque de courage politique. Dans les deux cas il est le jouet d'un jeu stratégique qui pervertit son sens. Ce n'est pas pour autant que le referendum soit incompatible avec la démocratie : il convient seulement d'en aménager le mode. Si nous n'y attelons pas nous allons devant de graves dangers.

Dans une démocratie, il existe des alternatives entre le recours à l'individu et la démission dans les mains des représentants politiques : ce sont les groupements citoyens dont le mode associatif constitue une des formes les plus sûres. L'histoire de l'humanité a montré que l'individu seul est impuissant dans son affrontement au monde. L'individu n'acquiert sa force et ne peut développer ses capacités qu'en les liant à celles de ses frères humains. C'est le point de départ de toute société et de toute culture : ne l'oublions pas. Le néo-libéralisme promeut un retour à l'individualisme et fabrique des démocraties où chacun réclame tous les droits : qu'en est-il des exigences des devoirs qu'impose toute vie commune ?

## Avril 2016, n°35 : NOTRE NOUVELLE REGION EN MARCHÉ

Carole DELGA a présenté le 25 mars les États Généraux du rail et de l'intermodalité. Lancés le 21 avril ils doivent se terminer le 7 juillet date à laquelle CESER rendra ses conclusions. Le Conseil Régional donnera sa résolution finale en septembre. « *La mobilité est un enjeu majeur d'aménagement, d'équilibre et d'attractivité d'un nouveau territoire qui a la taille d'un pays* », avait déclaré la candidate et en avait fait l'un des grands axes de sa campagne. Plusieurs dossiers attendent les conseillers : citons la ligne LGV entre Montpellier à l'Espagne, la

gare de la Mogère à Montpellier, la liaison Montpellier- Toulouse, le train jaune catalan, le TER à 1 euro et encore la ligne de nuit Paris-Toulouse-Cerbère. Nous avons évoqué la question dans « *Dessine-moi une région* ». Pour nous, la nouvelle dimension régionale impose une liaison plus rapide entre ses deux métropoles : il est inconcevable qu'elle mette plus de temps par le rail que par la route. De la même manière il est évident que Montpellier soit dotée d'une gare à la hauteur de la place nodale qu'elle occupe dans les échanges européens Nord/Sud et Est/Ouest. En même temps il est indispensable de garantir des échanges de proximité sur tout le maillage territorial : c'est la condition minimale pour entretenir un véritable tissu humain et géographique vivant. C'est dans cette ligne que semble se diriger Carole DELGA en déclarant vouloir s'assurer que le déplacement du trafic TGV vers la nouvelle gare de la Mogère amènera un désengorgement de la gare Saint Roch et permettra une augmentation de la navigation, restreinte aujourd'hui, des TER en gare de Montpellier Saint Roch. C'est l'ambition régionale pour les 50 ans à venir qui est ici en jeu.

Par ailleurs, la loi NOTRE n'a pas voulu trancher sur un certain nombre de compétences entre les Départements et les Métropoles. Leurs attributions sont laissées ouvertes à la négociation et doivent être décidées avant le 1 janvier 2017. Celles de la culture en font partie. Le président du Département et le président de la Métropole Montpellieraine ont tous les deux revendiqué une volonté de ne rien lâcher sur leurs prérogatives actuelles, notamment sur les équipements que le Département a installés sur le territoire de Montpellier. L'on peut comprendre le souci du premier de veiller à ne pas déposséder les communes du département d'équipements et de vie culturelle tout autant que la nécessité du second de donner une cohérence à la vie culturelle de la Métropole montpelliéraine en utilisant de façon complémentaire l'ensemble des équipements. Les deux ne doivent pas oublier que c'est l'argent des citoyens qui a permis la construction d'édifices et le développement de festivals qui leur appartiennent à eux en premier. Ils ne comprendraient pas des querelles de possession stériles pour l'avenir de la culture de tous. Nos élus doivent faire preuve d'intelligence dans un partage des attributions cohérent par rapport aux responsabilités politiques de chacun.

Un dernier mot enfin. Nous avons dû annuler au dernier moment notre soirée Controverses sur les « *communautés d'action* ». Yannick BLANC n'a pu se déplacer en raison de ses responsabilités : le ministre de l'intérieur a demandé, en effet, aux préfets de ne pas quitter leur département en raison de l'alerte créée par les attentats de Bruxelles. Nous en sommes naturellement désolés et espérons pouvoir reprogrammer la rencontre.

## Mai 2016, n°36 : NUIT DEBOUT

« *Sais-tu ce qui se passe là ?* ».

Cette question posée au visiteur du site de la « Nuit debout » intrigue plus d'un français qu'il soit simple citoyen, responsable politique, intellectuel, journaliste ou même, syndicaliste. Les mobilisations créées par son collectif mettent en grande difficulté les responsables politiques partagés entre les nécessités du maintien de l'ordre républicain et la conscience que ce mouvement contient quelques vérités importantes pour l'avenir de notre démocratie. Né de la mobilisation contre la loi sur le travail, « Nuit debout » se revendique également des mouvements des Indignés et des manifestations espagnoles de Podemos tout en jetant un clin d'œil à Mai 68. Le collectif entend résolument tourner le dos aux organisations, partis politiques, syndicats ou autres et privilégier les débats sur la société plutôt que les stratégies politiciennes : « *ni entendues ni représentées, des personnes de tous horizons reprennent possession de la réflexion sur l'avenir de notre monde. La politique n'est pas une affaire de professionnels, c'est l'affaire de tous. L'humain devrait être au cœur des préoccupations de nos dirigeants. Les intérêts particuliers ont pris le pas sur l'intérêt général. Chaque jour, nous sommes des milliers à occuper l'espace public pour reprendre notre place dans la République. Venez nous rejoindre, et décidons ensemble de notre devenir commun* ». Telle est l'invitation lancée sur leur site.

Né à l'occasion de la loi dite El Khomri, le mouvement agrège les mouvements écologistes récents ou les mobilisations créées autour de l'immigration. Il témoigne des capacités nouvelles de mobilisation créées par les réseaux sociaux. Conscient de la fragilité de ce qu'il entend défendre face aux organisations politiques constituées ou aux centrales syndicales engagées dans des luttes très précises, il essaie de défendre sa spécificité dans le paysage politique de notre pays. Quitte à ce qu'Alain Finkielkraut essuie quelques outrages ou que Philippe Martinez soit obligé d'attendre deux heures avant de disposer du micro.

Le collectif reste fragilisé par les risques de débordements violents : c'est là que réside sans doute son talon d'Achille. Il est difficile d'endiguer la brutalité de comportements individuels ou de se prémunir contre des actions de groupes organisés. La crédibilité de son mouvement est en jeu : la sympathie qu'il suscite pourrait vite basculer dans le rejet et l'appel à l'autorité répressive gouvernementale ; certains leaders de l'opposition ne s'en privent pas empruntant déjà le vocabulaire gaulliste de 1968. La marge de manœuvre est étroite pour chacun,



qu'il soit militant de la « Nuit debout », responsable politique ou syndicaliste. Cependant, quel que soit son devenir, le collectif de la « Nuit debout » constitue déjà pour nous un rappel démocratique salutaire et indispensable en refusant le néo-libéralisme tel qu'il se déploie au plus intime de nos vies et l'individualisme sauvage qu'il entraîne.

## **Juin 2016, n°37 : POLITIQUE ET STRATEGIE : LA STRATEGIE PEUT-ELLE REMPLACER LE PROJET POLITIQUE ?**

« *Changez vos stratégies et tactiques, jamais vos principes* » René CHAR

Montpellier 2020 a toujours eu à cœur de placer la stratégie au centre des préoccupations et des actions de notre laboratoire d'idées. C'est cette exigence qui guide nos travaux et sous-tend l'élaboration de nos propositions pour notre nouvelle Région : quelles stratégies pour quelles ambitions voire quels défis ?

Malheureusement nous assistons à une dérive politique actuelle où nos dirigeants semblent considérer que la stratégie pourrait se constituer en seule fin à elle-même. Beaucoup d'analystes condamnent à ce titre l'action de notre Président de la République, François Hollande : ils le soupçonnent d'être guidé par des seuls intérêts stratégiques et d'entraîner ainsi le pays dans les méandres obscurs des aléas de ces jeux et enjeux. De la même manière les actions menées par les appareils syndicaux qu'ils soient ouvriers ou patronaux apparaissent pour beaucoup inspirées par des mécanismes complexes de stratégie de rapports de force, de comptage mutuel des militants laissant loin en arrière-plan la finalité invoquée : la loi de travail.

Une stratégie se définit à un double niveau : celui d'une élaboration d'actions et d'opérations et celui d'une définition de but recherché. C'est cette absence de définition claire du but qui crée le malaise actuel de notre société face aux soubresauts sociaux et difficultés économiques qu'elle traverse. Lorsque les mécanismes stratégiques prennent le pas sur la finalité visée nous risquons d'aboutir à une dérive stérile. Le « stratéguisme » devient alors à la politique ce que la bureaucratie est à l'organisation : une force d'inertie et de conservatisme face au changement.

Une stratégie ne peut suffire à elle seule à définir une politique : elle suppose une pédagogie qui explique et clarifie les buts que l'on se fixe. Or force est de constater la pauvreté de nos responsables actuels dans ce domaine. Expliquer la loi travail, par exemple, ne doit pas consister dans la simple énumération des mesures et des articles réglementaires : cela doit consister à également en montrer la cohérence et la finalité. Sinon il est évident que l'on se heurtera toujours à des replis de crainte par rapport au changement. Ne pas se soumettre à cet effort pédagogique ne peut qu'amener à penser que nos dirigeants nous cachent quelque chose ... ou, pire, qu'ils ne savent pas où ils vont et naviguent au gré des flots et des vents.

Pour beaucoup Pierre Mendès France incarne la figure du dirigeant politique qui a su se soumettre à cette exigence d'explication de l'action à laquelle il invitait les citoyens. Il n'en a pas toujours été récompensé dans de son vivant mais il savait que cette exigence s'appelle aussi le courage. Il ouvre son ouvrage d'hommage à une dizaine d'hommes politiques, « *La vérité guidait leur pas* », par cette phrase de Saint Just : « *Pour fonder la République, il faut la faire aimer* ».

Peut-être est-ce à ces valeurs qu'il conviendrait de convier nos responsables. Le courage entraîne le respect. L'amour, l'adhésion dans la fraternité. N'est-ce pas ce qui manque cruellement aujourd'hui ? Le désintérêt de la chose publique ne peut qu'amener le repli vers les seuls intérêts individualistes. S'ils s'y ajoutent les attitudes de peur, l'attrait pour les discours flatteurs extrêmes est proche. Notre démocratie serait alors en grand danger.

## **Juillet 2016, n°38 : FESTIVAL, CULTURE, EURO ET SPORTS**

Les mois de juin et juillet sont l'occasion annuelle du déroulement de nombreux festivals et autres manifestations : ils vont parcourir les planches de nos théâtres, les cimaises de nos musées, les pelouses de nos stades, les cours et les jardins de nos monuments, sans compter les grands rendez-vous télévisuels sportifs nationaux et internationaux. Ils nous permettent, à chaque fois, de mesurer les fossés qui séparent ces événements et leurs acteurs (professionnels ou amateurs) pourtant tous regroupés sous les mêmes rubriques médiatiques. Les comédiens amateurs du « Juin le plus long » de Montpellier permettaient ainsi de régaler les spectateurs de leur « *12 hommes en colère* » pour la somme modique de 3 euros. Les places du Printemps des Comédiens commençaient à 10 euros, voire moins, mais pouvaient atteindre 80 euros pour Zingaro à Béziers. Avignon propose ses meilleures places dans la Cour d'Honneur pour ses « *Damnés* » avec les comédiens du Français à 38 euros. C'est proche de l'échelle des tarifs du Festival de Radio France de Montpellier dont les places

s'échelonnent de 10 à 45 euros. Par contre il vous en coûtera jusqu'à 150 euros pour aller écouter Eddy Mitchell à Juan les Pins et 270 pour assister au « *Così fan tutte* » d'Aix en Provence. Si nous ouvrons la porte vers le sport et ses coulisses le curseur franchit un autre saut : comptez au moins 200 euros pour aller à Marseille voir France-Allemagne et jusqu'à 800 pour la finale. Sans oublier la prime de licenciement de 22 millions d'euros qui semble promise à Laurent Blanc : elle est passée quasiment inaperçue ou « normale » en plein débat sur la réforme du code du travail !

En tous cas, ne boudons pas notre plaisir de montpelliérain : Frédéric Bazille au musée Fabre, « *Terminal P* » à la Panacée, Barthélémy Togo à Sainte Anne, Elina Brotherus au Pavillon Populaire, pour ne citer que quelques expositions (dont les trois dernières, il faut le souligner, sont gratuites). Le printemps des Comédiens cède sa place au Festival de la danse qui, lui-même, sera suivi de celui de Radio France avec ses concerts gratuits et disséminés sur le territoire de la Métropole.

Nous avons évoqué, dans notre premier « Sursaut » combien la culture « mosaïque » qui animait notre ville nous paraissait un fondement identitaire profond de notre ville. Certains prônent actuellement le regroupement de l'ensemble de ces manifestations sous un label unique de « Festival de Montpellier ». Nous n'aurions probablement pas grand-chose à y gagner mais beaucoup plus à perdre. Une image mosaïque donne une idée bien plus riche de notre vie culturelle car plus diversifiée, elle assure une meilleure visibilité et attire un public plus divers. Une manifestation unique risquerait vite d'être une proie médiatique et économique plus facile se jouant au détriment des initiatives locales : regardons les succès inattendus du FISE ou du festival des fanfares.

Nous assistons actuellement à la lutte sourde que se livrent le Département et la Métropole sur le partage des compétences en matière de culture. Espérons que c'est cet esprit « mosaïque » qui présidera à son dénouement : personne n'y gagnerait s'il s'agissait d'une inféodation d'appartenance jalousement revendiquée par les uns ou les autres. Les enjeux entraînent souvent les acteurs à jouer vers le bas dans une défense de près carrés plutôt que vers le haut dans une conjugaison de ressources et de forces. Les citoyens s'y trouveraient de toute façon pris en otage. Ils souffrent déjà suffisamment du fait qu'à l'aube d'une nouvelle saison théâtrale tant d'obscurités pèsent sur les programmations et les directions du Centre Dramatique National ou du théâtre Jean Vilar. La démocratie a d'autres exigences de clarté dans les choix culturels de programmes et de nominations surtout lorsqu'elles concernent l'utilisation de l'argent public.

### **Août 2016, n°39 : DUR MOIS DE JUILLET**

Il est des moments où les mots semblent impuissants à dire : ce sont pourtant les instants de l'urgente nécessité de savoir les trouver car ils constituent pour chacun de nous dans notre humanité. A condition, bien sûr, de savoir ceux qu'il convient d'employer. C'est la leçon que nous ont laissé les témoins de la Shoah dont il est question à la fin de cette Lettre dans un hommage à Elie WIESEL.

Comment donc parler des scènes de violences effrayantes qui ont jalonné ce mois de juillet 2016, à Nice le jour de la fête nationale, mais aussi chez nos voisins allemands, en Floride ou au Japon, sans oublier Bagdad, Daka, Médine, Hassaké et les autres pays d'Afrique et du Moyen Orient ? On compte au moins 700 victimes d'attentats pour ce seul mois dans le monde.

Comment trouver les mots sans tomber dans le dévoiement indigne de la récupération dans des basses querelles politiciennes ou dans l'obscénité des surenchères médiatiques ?

De la même manière, faut-il tout dire ? Faut-il tout montrer ? Nos démocraties doivent savoir répondre à ces questions.

Enfin, comment se reconnaître dans cette complexité d'actes meurtriers mêlant militants actifs de la cause djihadiste, « convertis » de la dernière heure, personnalités complexes aux motivations souvent purement individuelles ?

Le psychiatre et anthropologue Richard RECHTMAN essaie de répondre à ces questions dans un entretien sans concession proposé par l'hebdomadaire TELERAMA de cette semaine (n° 3472). Nous devons d'abord, selon lui, savoir inverser la façon même de nous interroger. Plutôt que de chercher à « *savoir pourquoi ces gens sont capables de commettre ces actes* » il convient de se demander « *pourquoi ils s'imaginent obtenir, grâce à leur forfait, une célébrité que rien ni personne ne peut leur offrir si ce n'est nous-mêmes, et surtout les politiques et les médias* ». Cette « jouissance narcissique post mortem » est centrale dans la motivation de beaucoup de ces actes de meurtriers individuels. Elle rejoint exactement la stratégie de Daesh qui cherche, grâce à l'utilisation de toutes les chaînes de fonctionnement médiatique, à donner une ampleur démesurée à ces actes qu'elle commande directement ou indirectement. L'organisation islamique se donne ainsi une force et une aura qu'elle

n'a pas dans la réalité. Elle réussit en même temps son objectif premier, celui de mettre en morceaux le lien collectif et les valeurs qui font la force de nos démocraties.

Cette analyse amène RECHTMAN à suggérer que « *les responsables politiques décrètent l'anonymat obligatoire de tout auteur d'atrocités, l'interdiction de diffuser ses images, ou tout renseignement sur son identité ... bref de classer secret-défense tout ce qui concerne les personnes commettant ces attentats* ». La démocratie exige un libre accès à l'information, notamment sur le déroulement et les conséquences de ces crimes : il doit être protégé. Mais la démocratie impose tout autant l'interdiction de la divulgation d'informations susceptibles de mettre en danger la population. Or, cette médiatisation outrancière et inutile (à quoi sert de connaître le détail de la vie de ces personnes à qui on offre la une de nos moyens d'information ?) encourage d'autres mises en acte en créant « *le terreau nécessaire à la naissance de dizaines d'autres candidats à la gloire* ». Elle donne, en prime, victoire à ceux qui cherchent à travers ce climat terroriste de mettre à bas nos sociétés en installant méfiance, peur et haine.

Une réponse plus lointaine réside dans l'analyse lucide de nos sociétés. La barbarie de ce terrorisme renvoie, en miroir, celle de la violence de nos sociétés néo-libérales. Ce sont elles qui, inexorablement depuis des années, ont lentement désagrégé le tissu de nos liens collectifs au profit du seul individu et de sa réussite. Elles ont livré ainsi des sociétés poreuses et fragiles face aux coups de boutoir répétés de ceux qui ont décidé de détruire nos cultures et nos « vivre-ensemble ». Nos représentants institués par les jeux démocratiques de nos institutions ne remplissent malheureusement pas leur fonction de rempart contre ces attaques et de garantie de valeurs républicaines. Là où l'on attendrait de la grandeur dans leurs interventions on ne trouve malheureusement que mesquinerie et défenses peureuses de petits prés carrés dont la seule ambition semble se mesurer à l'échéance présidentielle. La population montre souvent dans le temps qui suit l'accomplissement de ces actes barbares une solidarité spontanée et une dignité dont on aimerait bien que nos responsables politiques s'inspirent. C'est le sens de l'appel lancé par nos amis nîmois de TPNA : nous l'avons relayé dans nos colonnes.

## Septembre 2016, n°40 : LA REPUBLIQUE DES SONDAGES

Apprêtons-nous à l'approche des échéances présidentielles à être envahis par des pluies de sondages se déversant sur nos têtes républicaines aussi sûrement que les ondées orageuses de nos épisodes cévenols. Le dernier en date est celui de l'IFOP publié dans le dernier « Journal du dimanche ».

Il nous annonce que 85% de français ne souhaiteraient pas que François Hollande se représente : 59% chez les sympathisants PS, 81% chez ceux d'EELV et 86% au Front de Gauche. Ce chiffre rejoint celui de 1974 après une légère embellie à 78% en 2015 et un nouveau glissement à 80% l'an dernier. En même temps 74 % des personnes interrogées pensent que François Hollande sera quand même candidat à sa propre succession. Ils n'oublient probablement pas que les 8% dont il était crédité à quelques mois des échéances de la dernière présidentielle ne l'avait nullement empêché de candidater aux primaires pour la suite que l'on connaît.

A la question « Seriez-vous prêt à voter pour telle personnalité si elle était candidate à l'élection présidentielle ? » les sympathisants de gauche plébiscitent Jean-Luc Mélenchon (41 %) devant François Hollande (36 %), Manuel Valls (34 %), Arnaud Montebourg (32 %), Emmanuel Macron (28 %), Benoît Hamon (25 %) et Cécile Duflot (21 %). Malgré tout, c'est François Hollande qui arrive en tête (46 %) du classement de la personnalité que l'ensemble des Français souhaiterait voir désignée comme candidate du PS à la présidentielle.

Du côté des Républicains, Alain Juppé arrive toujours en tête avec 37 % en tête du classement des personnalités de droite et du centre que les Français souhaiteraient voir remporter la primaire de droite. Le maire de Bordeaux devance Nicolas Sarkozy (31 %), Bruno Le Maire (13 %), François Fillon (10 %), Nathalie Kosciusko-Morizet (5%) et Jean-François Copé (1 %).

Conclusion : un sondage doit toujours se lire en termes de relativité. D'une part, une réponse à un item est souvent corrigée par une autre. D'autre part, un sondage ne constitue qu'une photo à un moment donné de la même manière que nos iPhone ou autres téléphones mobiles fixent nos selfies à un instant précis.

Il n'en reste pas moins que les sondages sont des façonneurs d'opinion ; il faut bien être conscient. C'est là qu'ils peuvent jouer de façon dangereuse avec la marge de nos règles démocratiques. Ils peuvent ainsi encourager par incidence la désertion des électeurs au nom d'un « à quoi bon se déplacer si les jeux sont faits ! ».

Journaux, télévisions et radios, toujours à l'affût du scoop, mesurent à travers les sondages le plus souvent les seuls effets « miroir » des fluctuations d'opinion qu'ils engendrent eux-mêmes à travers leurs choix d'orchestration de telle petite phrase ou de telle anecdote. Sans compter les réseaux sociaux et la résonance à l'infini que peut créer un simple tweet maladroit (ou au contraire le plus souvent, très adroit). En football on

appelle cela le « marquage à la culotte » : cette stratégie aboutit à des jeux le plus souvent stériles, ennuyeux et destructeurs. Les citoyens sont en droit d'exiger plus de grandeur, d'inventivité et d'ambition.

### **Octobre 2016, n°41 : FAIRE VIVRE UN LABORATOIRE D'IDÉES, UN PROJET AMBITIEUX MAIS DIFFICILE**

L'éclosion d'un laboratoire d'idées (« think tank » pour les anglais) naît de l'envie de citoyens de se retrouver pour mettre en commun leurs compétences afin d'être acteur de la vie de leurs territoires. Ils ne se situent pas contre les politiques : ils sont à côté. Ils ne leur servent pas davantage de réservoirs d'idées : ils constituent des forces de propositions. Ils jouent ainsi de leurs positions différentes par rapport à celle des élus dans la vie politique et sociale.

La forme associative de leur regroupement garantit la transversalité et l'égalité des liens entre les membres et transcende les écarts d'origine sociale, de situation économique et de positions générationnelles. Elle garantit également la transparence et l'indépendance financières. C'est ainsi que Montpellier 2020 est né en juillet 2011 (date de sa déclaration officielle) à Montpellier à l'initiative de quelques citoyens et y poursuit son action locale à travers des manifestations publiques et des publications. Outre sa Lettre mensuelle qui atteint désormais son 40<sup>e</sup> numéro, MP2020 a également rédigé quatre ouvrages autour de propositions concrètes pour notre Métropole, pour la Région et pour la vie politique.

Il est évident qu'il n'est pas facile de faire vivre de tels laboratoires d'idée. Ils sont portés par une éthique de totale neutralité et donc de refus d'inféodation à une appartenance partisane. Ils « détonnent » ainsi dans un paysage national préférant les simplifications binaires à la complexité des choses, renforcées par un monde médiatique avide d'informations susceptibles de faire le « buzz » et donc d'assurer leur audience. Nous avons pu le mesurer à nouveau à la dernière Antigone des associations. Comme chaque année, de très nombreuses personnes viennent nous y rencontrer. Elles sont souvent avides de discussion ou simplement curieuses de notre action. Invariablement survient à un moment ou un autre la question de notre appartenance politique comme si un engagement associatif comme le nôtre ne pouvait qu'être inféodé à une appartenance politique partisane. Depuis sa naissance, d'ailleurs, MP2020 est attribué à telle ou telle personnalité politique et ainsi pris dans le piège du « si tu es pour un tel, tu es contre moi ». Ce constat car il témoigne de l'incapacité de nos concitoyens à imaginer les choses en dehors des réductions d'appartenance et d'aliénations de pensée partisane. Le refus de répondre à cette assignation entraîne un lourd tribut, celui du désintérêt pour notre action.

C'est ce mal qui, précisément, menace très dangereusement notre vie politique. Nous sommes tous les jours pris à témoin des dynamiques autodestructrices de nos partis politiques démocratiques à coups de querelles intestines rendues publiques et de déferlements de tweets assassins. L'institution d'élections primaires, initiative louable à son origine, devient un piège dangereux pour l'exercice du pouvoir politique car il mine dangereusement la crédibilité du candidat avant même qu'il ne soit élu. Force est de constater que François Hollande aura été poursuivi pendant tout l'exercice de son mandat par les griefs forgés par ses « frères » pendant la primaire, les « frondeurs » ne semblant pas avoir saisi que la primaire était finie. L'opposition, de son côté, n'a eu qu'à bondir sur l'aubaine et reprendre à son compte les critiques prononcées par son propre camp. Elle n'a cependant peut-être pas conscience qu'elle est entraînée dans le même piège : quel que soit son candidat retenu en final, il trainera la casserole de toutes les attaques qui lui auront été destinées durant la primaire. Les partis se sabordent eux-mêmes ainsi en n'assumant plus eux-mêmes le choix d'un candidat. La constitution de notre République y perd dans le même temps sa crédibilité : les primaires constituent un pré-vote enlevant toute son importance au vote final et démobilisent le citoyen qui a l'impression que les choses sont déjà jouées. Les primaires entreprises au nom de la démocratie font finalement le lit des candidats qui la méprise : ils n'ont plus qu'à jouer de toutes les ficelles de la démagogie et du cynisme politique. Ce désintérêt croissant des citoyens pour la classe politique et leur méfiance envers leurs élus et les institutions républicaines touche par ricochet l'action que mènent les laboratoires d'idée. On ne peut les imaginer indépendants des jeux politiques et donc, comme eux, ils n'ont plus de fiabilité. Pourtant ils constituent une des meilleures sources de redynamisation de la vie politique.

### **Novembre 2016, n°42 : EXIGENCES ETHIQUES ET VIE POLITIQUE, UNE SALUTAIRE INITIATIVE DE DEUX DE NOS PARLEMENTAIRES**

La campagne des présidentielles est d'ores et déjà lancée et relance avec insistance la question de la confiance des citoyens envers leurs représentants politiques. Seuls Marine Le Pen et Alain Juppé dépassent régulièrement les 20% d'intention de vote, les autres candidats stagnent autour des plus ou moins 10%.

Pour justifier le désamour qui se glissent entre eux et la population les politiques invoquent facilement leur impuissance face aux crises économiques ou aux contraintes européennes : elles désenchanteraient les citoyens et mineraient la confiance qu'ils pourraient leur porter. Au lieu d'insister sur leurs zones d'impuissance ils feraient mieux de s'atteler à celles où ils ont toute possibilité et liberté d'intervenir : il s'agit de celles concernant les règles de gouvernance. Ce serait le plus sûr moyen de réparer cette méfiance qui se creuse entre les citoyens et eux et de se donner ainsi une meilleure efficacité dans leur action politique aussi bien nationale qu'internationale.

C'est pour cette raison qu'il faut saluer l'initiative de la députée Fanny DOMBRE-COSTE et du sénateur Henri CABANEL de présenter deux propositions de lois pour obliger tous les candidats à une élection, présidentielle comprise, à avoir un casier judiciaire vierge. Ils ont défendu leur texte au club de la presse de Montpellier le 24 octobre. Cette obligation concerne aussi bien les élections locales que les législatives, sénatoriales et présidentielles.

Cette proposition rejoint celle que nous demandions déjà dans « Sursaut 2 », notre ouvrage sur la gouvernance : *« toute personne mise en examen ou, pire, écrivions-nous, condamnée est mise de facto hors de toute vie politique et de toute responsabilité, qu'il soit élu, responsable politique, premier secrétaire de parti, etc. »*. Rappelons, à l'occasion, qu'Henri Cabanel s'était imposé de lui-même la règle de non-cumul des mandats, dès novembre 2014, en démissionnant de son poste de conseiller général lorsqu'il est devenu sénateur.

Nos propositions de « Sursaut 2 » étaient simples : elles concernaient le nombre de mandats successifs et de leur cumul ainsi que les exigences d'éthique, d'efficacité et de transparence qui devaient accompagner leur exercice. Elles ont d'ailleurs été fréquemment évoquées dans notre dernière journée de Narbonne dont vous trouverez un compte-rendu ci-dessous. Leur mise en place ramènerait à coup sûr la confiance envers notre vie démocratique. Leur décision n'incombe qu'à nos élus puisque ce sont eux qui ont la charge de faire les lois. S'ils ne le font pas, ils ne peuvent le justifier au nom de contraintes venues du dehors. C'est seulement une question de courage et de dépassement des seules visées de protection et maintien des intérêts individuels. Surtout qu'ils n'ont pas toujours montré la même absence de zèle dans le sens inverse. Le nouveau Conseil Départemental de l'Hérault s'est empressé de voter une augmentation de 8% des indemnités de ses conseillers dès le lendemain de leur élection et l'Assemblée Nationale est revenue sur l'intention première de la loi de limiter le nombre de Conseillers des nouvelles Régions à 150 (l'Occitanie en a ainsi 158).

Ces questions de gouvernance sont étrangement absentes des engagements des candidats à la présidentielle ... sauf chez Nicolas Sarkozy qui entend revenir sur une première interdiction de cumul des mandats décidée en janvier 2014 et devant se mettre en place en janvier 2017 ! Toutes les enquêtes montrent pourtant que les français y sont favorables dans des proportions allant de 75 à 91% !

## **Décembre 2016, n°43 : NOVEMBRE 2016, LE MOIS DE TOUTES LES SURPRISES**

Au moment de clore ce numéro, le Président François Hollande a annoncé qu'il ne briguerait pas un second mandat. L'information est tombée comme l'apothéose d'un mois de novembre qui a donné le tournis à tous les prévisionnistes et experts en politique.

Donald Trump a remporté les élections américaines. Les médias se sont beaucoup attardés sur l'homme, son atypie et ses outrances. Considérons surtout qu'il s'est trouvé une majorité d'américains pour voter pour lui et se reconnaître dans les promesses de son programme. Qu'ils déchantent demain est une autre chose : prenons en compte les attentes révélées.

On a souvent tendance à considérer que les votes de nos démocraties seraient des votes de rejet avant d'être des votes d'approbation. Lourde erreur qu'a sans doute payé cash notamment François Hollande dans l'exercice de son mandat. Son élection n'était pas due au seul rejet de Nicolas Sarkozy. Elle contenait des attentes qui ont sans aucun doute été sous-estimées. Des changements politiques au contact de la réalité économique et politique ne sont pas déshonorants : il est, par contre, indispensable de les expliquer. Malheureusement la communication tient trop souvent lieu de pédagogie. Un président doit être un guide et un éclairer.

C'est pour cette raison que le vote en faveur de Fillon aux primaires de la droite doit être considéré comme un vote d'approbation. Nicolas Sarkozy a, il est vrai, été rejeté par sa propre famille dans des proportions humiliantes pour un ancien président de la République et secrétaire de son propre parti, mais le second tour a confirmé le premier avec l'adoption par les 2/3 des votants du programme qui leur était présenté.

Les républicains se sont félicités du succès de leur primaire : 4 millions et demi de votants ! ... Ils oublient qu'il y a 5 ans le même éloge était adressé à la gauche. A tel point qu'ils ont voulu reprendre le modèle : mais n'ont-ils pas remarqué que les ennuis commencent après ? Réussir une primaire est une chose : réussir un mandat présidentiel en est une autre. Les animosités réveillées lors des primaires ne s'éteignent pas si vite : la fronde veille. Les argumentaires négatifs déployés entre eux par les candidats ressurgissent dès que les premières difficultés apparaissent dans l'exercice du pouvoir.

On peut penser que les primaires contiennent en leur sein les ferments de la mort des partis. A quoi servent les militants s'ils sont déposés de leur voix pour les choix les plus importants ? A quoi servent leur intelligence si elle est mise au service d'argumentaires d'écuries présidentielles au lieu d'enrichir un programme élaboré collectivement ? Le choix de laisser des primaires ouvertes décider d'un candidat aux présidentielles est un choix de faibles.

Dernière leçon qui peut être tirée dans ce rapprochement entre les élections américaines et les nôtres : les « institués » des appareils n'ont pas le vent en poupe. Ils se voient préférer des nouvelles figures, parfois très atypiques. Hilary Clinton, femme d'appareil par excellence et donnée unanimement favorite : out au profit d'un homme d'affaire populiste ! Nicolas Sarkozy, ancien président, premier secrétaire de son parti : sorti au premier tour avec à peine 20% des suffrages de son propre camp au profit de son discret et soumis ancien premier ministre ! François Hollande, président en exercice : conscient qu'il n'arrive pas à réunir sa propre famille politique, il préfère se retirer plutôt que d'être un agent de clivage supplémentaire. Au profit de qui ? Il est bien hasardeux de le dire. Finalement, la seule « vielle figure » à se maintenir malgré ces avertissements, c'est Marine le Pen.

Avouons-le, l'horizon est triste. D'un côté nous trouvons deux candidats d'une droite avec un grand « D », l'une extrême qui adoucit son programme, l'autre, à l'inverse, qui l'extrémise. De l'autre nous assistons, effarés, à l'émiettement d'une gauche en voie d'atomisation entre les nostalgiques d'une référence qui n'existe plus et ceux qui essaient désespérément de marier la modernité aux valeurs qui ont fondé leurs choix premiers.

Qui aura le courage de rappeler haut et fort que les ambitions individuelles doivent, à un moment, céder devant les exigences du « bien commun », la « res publica », c'est-à-dire, la République ?

## Janvier 2017, n°44 : ALLUMONS CHACUN NOTRE BOUGIE

L'année 2017 qui s'ouvre sera, sans conteste, une année capitale pour notre pays et pour le monde.

Elle verra d'importants changements dans la gouvernance de multiples pays qui résonnent comme autant d'interrogations. Que réservent les USA de Trump ? L'Allemagne reconduira-t-elle sa chancelière à la tête de son gouvernement ? Quels effets aura le brexit anglais s'il est entériné ? Qui pour succéder, en France, à François Hollande ? Avec quelle Chambre le nouveau Président gouvernera-t-il ?

Si les occupants de certains sièges bougent, d'autres continueront à être bien assis sur le leur, ce n'est pas sans poser quelques problèmes. Où s'arrêtera la volonté d'influence de la Russie de Poutine ? Quel avenir pour la Syrie si Bachar-el-Assad reste à sa tête ? Quelle stratégie intérieure et extérieure continuera de poursuivre la Turquie d'Erdogan ?

Face aux inquiétantes volontés des nouveaux maîtres du monde, que va peser l'ONU et son nouveau Président ? Comment arriver à convaincre que le droit de veto constitue le principal frein à l'instauration d'une véritable autorité internationale ?

L'année 2017 verra notre pays renouveler sa présidence, son gouvernement et son assemblée nationale.

Cette échéance entraîne, elle aussi, une multitude de questions. Les primaires de la gauche réussiront-elles à mobiliser au mieux un million de français ? Peut-on imaginer sérieusement que le candidat qui en sortira vainqueur arrivera à rallier ses adversaires s'ils continuent à s'opposer de façon aussi radicale et manichéenne ? Quel avenir pour un parti socialiste devenu totalement ingouvernable et illisible ? A quelle réalité politique correspond la fétichisation actuelle des références « gauche/droite » ? Ne sont-elles pas des modèles totalement dépassés ne servant qu'à renforcer les conservatismes des politiques en place ?

Les réponses que nos démocraties sauront apporter à ces questions seront capitales si l'on ne veut pas que notre monde continue à ne profiter qu'aux cyniques et aux nantis. Sinon l'on risque de voir la pauvreté et la précarité s'étendre encore plus entraînant leurs lots de violence, de migrations sauvages et de désespoir.

Comment faire concrètement pour que 2017 déjoue ces sombres prévisions ? Faisons nôtre le conseil de Lao Tseu : « Mieux vaut allumer une bougie que maudire l'obscurité ». Beaucoup d'entre nous maudissent l'état de notre monde et la dégénérescence de nos structures sociales et politiques. Ils restent cependant dans la position stérile du désespoir individuel, de la récrimination impuissante voire de la violence aveugle. Et si l'on décidait

d'allumer nos bougies et de les mettre ensemble ? Si nous arrêtons de subir et décidions d'agir chacun à notre humble niveau ? Alors nous retrouverons, c'est certain, la force et la fraternité pour aider nos sociétés à retrouver leur humanité.

Allumons chacun notre bougie et mettons-les ensemble !

Bonne année 2017 !

### **Février 2017, n°45 : ATTENTION DANGER !**

Notre dernier éditorial s'ouvrait sur un certain nombre d'inquiétudes à l'aube de 2017. Le moins que l'on puisse dire c'est que le mois de Janvier n'a rien fait pour les atténuer. Le président des Etats Unis, Donald Trump a pris, dès son entrée au pouvoir, des mesures constituant une injure à nos démocraties tant par la forme que par le fond. Le Président de la Turquie entend faire adopter à son pays une réforme constitutionnelle remettant gravement en question la séparation des pouvoirs. L'hyperprésidentialisation qu'elle autorise rejoint celle déjà mise en place par son voisin, Vladimir Poutine. Elle constitue le refrain fredonné en sourdine par tous les leaders extrémistes : la nécessité d'un pouvoir fort pour protéger les faibles citoyens. Cette tentation autoritariste et de recours aux extrêmes s'accompagne de la montée des replis nationalistes et pousse à l'édification de « murs » de protection contre toutes les « invasions étrangères ». Chacun sait, pourtant, que ce sont des politiques illusoire et stériles dont le siècle dernier a payé chèrement le prix.

Face à ces tensions nouvelles, il est urgent que les pays d'aspiration démocratique s'entendent sur l'urgence et la nécessité de s'accorder et de s'unir. Les nations d'Amérique du Sud l'ont compris : elles appellent le Mexique à renforcer leurs liens plutôt que de rester dans une ALENA qui les aliène aux USA. La force des pays européens réside dans leur union durement mise à mal ces derniers temps par l'élargissement de leurs membres et la crise économique. Nous fêterons en mars les 60 ans du traité de Rome : cet anniversaire doit être l'occasion de consolider l'union entreprise alors. Nous ne pouvons plus nous contenter de la constitution d'un simple marché d'échange économique dont nous mesurons chaque jour les fragilités et les limites. Nos dirigeants doivent désormais porter une ambition d'harmonisation sociale, d'équilibre fiscal et de force militaire. C'est la seule réponse aux tentatives de déstabilisation encore réitérées par Donald Trump récemment tentant de récupérer les bénéfices du BREXIT avec la complicité de la nouvelle chef du gouvernement anglais et aux volontés expansionnistes de Vladimir Poutine.

La réponse réside également dans le fonctionnement interne de nos démocraties. Notre République française a un besoin urgent de se redonner de nouvelles règles de gouvernance, ne serait-ce que pour retrouver une crédibilité. Les « affaires Fillon » en constituent une dernière illustration. Nous devons redéfinir les règles de la mandature de nos élus : cumul, nombre de mandats successifs, statut. Il nous faut stopper l'opacité entourant certains aspects de l'exercice de leurs mandats. Le gouvernement sous la présidence de François Hollande a commencé ce travail : transparence des avoirs des élus et non cumul de mandat. La volonté aveugle de certains à mettre tout le bilan du quinquennat au négatif ne doit pas renforcer ces résistances car, ne nous leurrions pas, ces mesures n'enchantent pas les politiques ; il suffit de voir la pression d'un grand nombre pour les annuler. Les primaires se sont bien gardées d'ailleurs, aussi bien à gauche qu'à droite, d'aborder ces questions avec les candidats. Elles reviennent sous forme de « boules pointues » médiatiques : une démocratie mérite mieux que ça.

### **Mars 2017, n°46 : QU'EST-CE QUE SE REVENDIQUER DE GAUCHE ?**

A l'approche de la dernière étape de la présidentielle, il serait urgent que les divers candidats se réclamant « de gauche » puissent nous aider à répondre à cette question qui alimente les débats politiques et envahit les espaces médiatiques. Cette revendication d'appartenance qui devrait constituer la valeur commune la plus sûre pour cimenter l'union de tous ceux qui s'en revendiquent semble au contraire les diviser de façon irrémédiable. Ils se révèlent incapables de nouer l'union qu'avaient réussie à réaliser en 1981 les différents partis d'alors autour de la candidature de François Mitterrand. Aujourd'hui, c'est en son nom que les candidats se divisent et nous prennent à parti dans un jeu stérile de savoir qui « lave plus à gauche que la gauche » pour paraphraser Coluche. Ils nous laissent ainsi l'amère impression que la valeur suprême dont ils se font les apôtres ne vient qu'au second plan derrière la réussite de leur croisade individuelle.

C'est pourtant cette union qui avait permis à la gauche de prendre le pouvoir à une droite qui avait régné sans partage sur la cinquième République. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer aujourd'hui, sa réalisation fut très loin d'être simple. Les circonstances historiques qui l'avaient entourée, les traditions et la force des partis en présence et le poids des personnalités de leurs leaders rendaient la chose plus qu'improbable aux yeux de tous.

Il a fallu aux hommes de cette époque l'intelligence et le courage de dépasser les rancœurs accumulées dans les luttes sociales et politiques, les rivalités partisans et militantes, et les ambitions individuelles au nom d'un bien commun républicain.

Aujourd'hui, les problèmes que rencontre la droite pour se réunir autour de leur candidat mis à mal par des comportements qui, même s'ils sont légaux, rendent sa crédibilité durablement invalidée sur le plan de l'éthique politique que l'on est en droit d'exiger d'un candidat à l'investiture suprême. La « gauche » a ainsi une opportunité inouïe : il serait gravement coupable de ne pas la saisir face à une extrême-droite qui, se nourrissant de la décomposition interne des Républicains et des jeux stériles politiques, devient une menace réelle car crédible d'accès au pouvoir.

On assiste, malheureusement à gauche, à une perspective inverse : celle d'un fossé qui se creuse de plus en plus profond entre des personnes qui, pourtant, sont nées dans la même famille, le parti socialiste, qui leur a permis d'obtenir leurs divers mandats et (ou) postes ministériels et qui se réclament des mêmes « ancêtres », Mitterrand ou Rocard. Leur seul point commun semble résider dans une critique commune de l'action d'un quinquennat qu'ils ont contribué, eux-mêmes pour une large part, à rendre illisible et impuissante.

A ce jeu-là, nous ne saurons probablement plus demain ce que pourrait être la « gauche ». Par contre nous avons de fortes chances que la droite, la « vraie » nous renseigne clairement sur ce qu'elle est. Il sera alors trop tard pour pleurer et s'abriter derrière une responsabilité qui viendrait des autres.

**Dernières infos** : alors que nous bouclions ce numéro, de nouvelles actualités sont arrivées. D'abord des dynamiques d'alliance voient le jour comme si la prise de conscience de la nécessité de l'union préférée aux ambitions individuelles portait enfin ses fruits. Yannick Jadot s'est rallié à Benoit Hamon et un rendez-vous est fixé avec Jean Luc Mélenchon pour le début du mois de mars. François Bayrou, de son côté, a rejoint Emmanuel Macron, ainsi que François de Rugy. Le premier engagement de leur alliance porte sur les règles de moralisation de la vie publique. Réjouissons-nous que la gouvernance politique soit la priorité de leur programme politique.

Du côté de la droite, l'immoralité assumée continue sa route. François Fillon fait fi désormais de son engagement à se retirer en cas de mise en examen : il récuse toute dépendance à la justice en revendiquant de ne se sentir « responsable que devant les français ». Marine le Pen, de son côté, refuse de se rendre à la convocation de la police judiciaire de Nanterre au prétexte que la campagne présidentielle ne devait pas être « perturbée par la justice » : elle n'y voyait aucun inconvénient, bien au contraire, lorsque cela concernait le candidat républicain. Comment prétendre accéder à la fonction suprême de chef d'Etat, c'est à dire de garant des institutions, lorsque l'on bafoue ainsi l'un des fondements de la République, c'est-à-dire la Justice, en lui dictant ses lois et en lui imposant ses calendriers. Elle prétexte également de son immunité parlementaire : preuve est que la candidate « antisystème » sait utiliser le système quand ça l'arrange.

## Avril 2017, n°47 : NE PAS ACCEPTER L'INACCEPTABLE

La France s'honore d'être le pays des droits de l'homme : encore faut-il que ses citoyens n'oublient pas que l'invocation à ces droits ne peut se faire sans la soumission à l'obligation des devoirs. C'est pourtant le triste exemple que nous offrent les candidats aux présidentiels de deux des premières forces politiques de notre pays. En décidant à eux seuls de se faire justice et de fixer le calendrier judiciaire qui les concerne, ils bafouent purement et simplement l'institution dont ils aspirent à être demain les garants. Le premier n'hésite pas à se prévaloir de l'exemple de Jeanne d'Arc pour « passer outre » devant la justice et affirmer ne reconnaître que le peuple comme seul juge. La seconde, qui se revendique de la position de candidate « antisystème », ne craint pas d'invoquer l'argument de son immunité de parlementaire pour se soustraire à la convocation de la justice montrant ainsi son total cynisme politique. A un mois de la date des élections présidentielles, les français se retrouvent ainsi face à une situation sans précédent : deux des principaux candidats sont sous le coup de poursuites judiciaires et tous deux revendiquent le droit de s'y soustraire ! Ne nous étonnons pas si nos voisins démocrates regardent notre pays d'un œil consterné.

Face à cette situation, le silence des médias et des voix qui pourraient faire autorité morale ou intellectuelle est devenu effrayant. Les premiers se cantonnent le plus souvent à des commentaires tièdes noyés dans un tel flux d'informations contradictoires qu'il leur sert à relativiser et abaser la portée de tels comportements. Quant aux seconds ils devraient aller puiser dans le souffle des indignations d'un Stéphane Hessel ou dans le courage d'un Emile Zola.

Notre République et notre démocratie se trouvent en grave danger lorsqu'elles acceptent de voir leur justice ainsi piétinée et leurs institutions ainsi détournées par ceux même qui veulent en incarner la garantie. L'invocation de



régimes spéciaux auxquels certains citoyens ont droit du fait de leur mandat devient profondément immorale quand elle est détournée à des seules fins de sauvegarde individuelle. Le recours au peuple contre les juges constitue non seulement une injure faite à ce même peuple qui ne jouit pas, lui, de tels privilèges mais il constitue une porte ouverte à tous les totalitarismes : l'histoire nous l'a montré dans le passé, elle le montre encore tous les jours.

Nous ne pouvons accepter de nous habituer à une telle dérive démocratique : elle ne peut qu'engendrer des monstres. Nous devons exiger de nos politiques qu'ils soient dignes des mandats auxquels ils aspirent et qu'ils soient les premiers garants de l'éthique républicaine.

Reconnaissons aux gouvernements de François Hollande d'en avoir imposé les premiers fondements de cette éthique. Même s'ils apparaissent encore fragiles et prudents, ils existent. De la même manière, reconnaissons à la gauche le mérite d'avoir toujours respecté l'obligation du retrait de ses mandats ou de ses fonctions politiques pour toute personne sous le coup d'une mise en examen ou d'une simple démonstration de comportement en porte à faux face aux exigences morales de la fonction qu'elle occupe : la démission de Bruno Le Roux en est une des dernières illustrations.

Nous savons tous qu'il n'existe pas de république angélique menée par des hommes et des femmes « immaculés ». La nature de l'homme comme celle de ses institutions, ne les mettra jamais à l'abri de la tentation de comportements détournés ou du simple glissement délétère qu'opère le temps. C'est pour cette simple raison que tout Etat se dote de règles et de lois. Celles qui concernent la gouvernance en constituent le premier fondement en structurant aussi bien le cumul des mandats, que leur succession, ou encore la transparence financière et la soumission des élus à un régime social commun. Ne constituent-elles pas le préalable de toute démocratie ?

### **Mai 2017, n°48 : LA NECESSITE DE VOTER POUR EMMANUEL MACRON**

En 2002, l'arrivée de Jean Marie Le Pen au second tour avait provoqué une réflexe républicain immédiat amenant 81% de français à voter pour Jacques Chirac. Au soir de ce premier tour on ne peut être que surpris et inquiet de voir les frilosités entourant le même choix républicain. Assez étrangement, la droite traditionnellement hostile à la notion de « front républicain » face à l'extrême droite appelle au vote actif pour Emmanuel Macron à travers nombre de ses leaders, François Fillon dès dimanche soir, Nicolas Sarkozy plus récemment. La gauche, traditionnellement convaincue de la nécessité de cette éthique démocratique, fait preuve de dangereux états d'âme. Le nom d'Emmanuel Macron semble même imprononçable dans la bouche de certains de ses leaders. Bertrand Delanoé a tenu publiquement à rappeler à Martine Aubry que « *le bulletin macron ne sent pas mauvais. Il faut le prendre pour battre Marine Le Pen* » et éviter ainsi « *la peste brune* ».

En 2002, Jean Luc Mélenchon avait immédiatement appelé à faire barrage au Front National et à voter Jacques Chirac. Comment comprendre son repli orgueilleux, sa parole équivoque et sa sortie brusque du terrain de la campagne présidentielle ? Il encourage, même s'il s'en défend, la cohorte de tous ceux qui établissent une scandaleuse équivalence entre les deux candidats prônant un lâche « ni, ni » que les mêmes étaient si prompts à dénoncer lorsque la droite en faisait un mot d'ordre. Comme tous les abstentionnistes, ils prennent une dangereuse responsabilité face à l'histoire. En quoi le FN national de Marine Le Pen est-il plus républicain et démocratique que celui de son père ? En quoi Emmanuel Macron est-il moins digne d'un vote républicain que Jacques Chirac ?

Écoutons Robert Badinter. « *Non, l'élection présidentielle n'est pas "pliée", prévient-il dans un entretien accordé au JDD le 30 avril, et la défaite de Mme Le Pen n'est pas acquise ... Il suffit qu'une proportion élevée des électeurs s'abstienne de voter pour M. Macron, et Mme Le Pen peut l'emporter* ». Ne nous illusionnons pas, le Front National « *a seulement changé de look. Mme Le Pen a compris qu'il lui fallait d'abord mettre son père et ses discours au placard - un parricide politique conduit avec habileté. Mais elle a repris, pour l'essentiel, son inspiration. Or par son histoire, sa philosophie et son projet, le FN est en rupture manifeste avec les principes de notre République, liberté, égalité, fraternité* ». Il s'adresse, en finale, à Jean Luc Mélenchon : « *s'abstenir aujourd'hui, c'est favoriser l'élection de Mme Le Pen. Si c'est un choix tactique, c'est une erreur politique. Si c'est l'expression d'une conviction, c'est plus grave encore* ».

Au lendemain des résultats du premier tour de 2002, des centaines de milliers de français s'étaient spontanément retrouvés dans la rue pour affirmer leur attachement aux valeurs de notre république et de notre démocratie. 15 ans après les regroupements qui s'opèrent contestent, à l'inverse, ces valeurs, en essayant de remettre en cause les résultats d'un suffrage électoral.

Localement *La Gazette* du 27 avril recensait le choix des maires des 31 communes de la Métropole. 12 vont voter Macron (dont 9 appellent à ce vote). 14 ne donnent pas de consigne et n'indiquent pas leur choix. 3 n'ont pas été joignables. 2 attendent les consignes de vote de leur mouvement. C'est vraiment très timide : espérons que leurs électeurs sauront les remuer davantage pour qu'ils assument une position digne de leur fonction.

A Montpellier, Michaël Delafosse, dont chacun sait la proximité avec Benoit Hamon et la fidélité au Parti Socialiste, a, dès le résultat, su dépasser son amertume légitime et se positionner non seulement en politique mais aussi en historien : « *Le risque n'est pas nul, a-t-il déclaré, de voir Marine Le Pen devenir présidente de la République. Face à cet enjeu, il ne faut jamais oublier que l'on sait toujours comment l'extrême-droite prend le pouvoir, mais on ne sait jamais comment elle le rend. C'est pourquoi le voterai Emmanuel Macron le 7 mai* ».

L'aveyronnais José Bové a été interrogé par le quotidien *Libération* : « *j'appelle sans ambiguïté et sans aucune retenue à voter pour Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle ... Depuis dimanche soir, ajoute-t-il, un vent mauvais souffle sur nos têtes* ».

Sachons dépasser les états d'âme, les scrupules ou les basses stratégies : leur enjeu pèse si peu devant celui de l'avenir de notre démocratie !

Ne nous réfugions pas dans une abstention : elle accorderait une illusion de toute puissance aux démons de l'extrême. Au pire, elle ouvrirait la porte au FN. Dans un scrutin qui ne prend pas en compte les votes blancs sachons que ne pas choisir un candidat revient à voter pour l'autre.

Aucune voix républicaine ne doit manquer dimanche à Emmanuel Macron !

## **Juin 2017, n°49 : APRES LES PRESIDENTIELLES ... LES LEGISLATIVES**

Le 7 mai 2017, 20 743,128 de français ont élu Emmanuel Macron huitième Président de la République Française au bout de la campagne présidentielle probablement la plus atypique depuis sa création sous la cinquième République. Les deux partis traditionnellement maîtres des enjeux électoraux ont disparu dès le premier tour. Le Parti Républicain, donné largement favori au démarrage, s'est progressivement effondré face aux effets délétères des révélations concernant son candidat François Fillon. Le Parti Socialiste incapable d'établir une alliance et un projet commun autour de son leader victorieux des primaires, Benoit Hamon, a connu son score le plus bas depuis 1969, soit 6,36%. La prime, en revanche, a été accordée aux candidats qui ne se sont pas soumis à des primaires, soit par désignation interne à un parti déjà existant comme Marine Le Pen avec le Front National, soit par adoption dans le cadre d'un parti conçu spécialement pour l'échéance présidentielle comme Jean Luc Mélenchon avec la France insoumise, soit, enfin, par la constitution d'un regroupement autour de son nom et de son projet comme l'a fait Emmanuel Macron et son mouvement En Marche.

La première analyse que l'on peut en faire concerne donc les primaires. Elles opposent des candidats d'un même camp, forcés de maximaliser leurs différences dans une joute concernant la seule victoire aux primaires. Force est de constater, au vu des résultats, que les qualités requises pour gagner une primaire ne sont pas celles exigées pour une présidentielle. L'exacerbation des rivalités lors des primaires rend, par ailleurs, quasiment impossible le rassemblement des candidats autour d'un projet partagé. Même en 2012, le ralliement apparent à François Hollande a masqué des rancœurs souterraines : elles ont rapidement ressurgi sous la forme de « fronde » dont les acteurs n'ont sans doute pas saisi que les primaires étaient closes.

Une seconde analyse concerne celle des résultats. Plus de 50% des suffrages sont allés vers des candidats plaidant pour une démocratie « directe » de type essentiellement référendaire allant jusqu'à proposer des possibilités de destitution populaire de personnes légitimement élues y compris le chef de l'Etat. Ce point, paradoxalement peu repris par les experts et observateurs politiques, remet en cause très gravement notre vie démocratique qui repose depuis ses origines sur des bases représentatives. Elle part d'un constat simple, celui de l'impossibilité de réunir le peuple pour chaque décision. Les citoyens acceptent donc de déléguer leur pouvoir auprès de représentants qu'ils élisent pour des mandats de durée déterminée. La Cinquième République a consacré ces instances en les tempérant, cependant, par l'introduction de l'élection du Chef de l'Etat au suffrage universel. Il est, aujourd'hui, beaucoup plus urgent de redonner à notre démocratie des règles de gouvernance claires et justes pour éviter les inévitables dérives liées à la pratique du pouvoir que de vouloir ajouter de nouvelles sphères de décisions court-circuitant le pouvoir des personnes démocratiquement élues. Cet appel à un peuple qui serait naturellement sain et souverain contre des élus inévitablement corrompus ou impuissants constitue une porte ouverte à toutes les ambitions dictatoriales. Cette vision « rousseauiste » oublie, par ailleurs, la force de persuasion insidieuse de médias et de leur capacité à infiltrer le soi-disant bon sens populaire. Les dictateurs ont toujours sur avoir recours suffrage direct pour étendre leur pouvoir personnel.

C'est pour cette raison que l'ouverture de la campagne législative revêt, dans ce contexte, une importance exceptionnelle. Le mouvement « En Marche » a ouvert une porte vers un dépassement des clivages stériles opposant des droites et des gauches figées dans des définitions fétichisées. Il vise une redynamisation de notre vie représentative tant au niveau des élus, que des partis ou de la vie syndicale dans les entreprises. Certains essaient de rameuter les électeurs en agitant le spectre du surgissement d'un « parti unique » mettant en péril notre vie démocratique : nous sommes plutôt menacés de l'inverse, un éparpillement des forces représentatives souvent guidées, de plus, par un esprit de revanche face à un échec mal digéré aux présidentielles. Fédérons-nous autour de ce qui nous unit au lieu de nous diviser dans ce qui nous oppose et donnons au Président à qui nous avons fait confiance le 7 mai les conditions lui permettant de mettre en place son projet. Aux partis « traditionnels » de savoir retrouver en eux la force et la lucidité qui les mettra à la hauteur des enjeux sociaux et économiques de notre pays et des attentes de ses citoyens. La plupart annoncent un désir de recomposition : c'est tant mieux ! Nous avons besoin de partis forts : ils constituent également les fondements de toute démocratie représentative.

### **Juillet 2017, n°50 : S'ABSTENIR ... DE QUOI ?**

La France a élu son nouveau Président et une nouvelle Chambre des députés après une campagne électorale très singulière dans l'histoire de la Ve République. Nous avons vu les leaders politiques historiques disparaître les uns après les autres, les politologues désorientés et les sondeurs échaudés avancer de plus en plus prudemment. Une fois les échéances passées, c'est l'abstention massive qui a cristallisé les analyses et les critiques poussant même certains politiques à demander l'invalidation des résultats. Un certain discrédit est ainsi jeté sur les nouveaux élus alors que le scrutin s'est déroulé dans la stricte discipline des règles démocratiques. Chaque citoyen a disposé de sa liberté de conduite électorale et l'a accomplie en conformité républicaine. Pourquoi donc certains responsables politiques, dont des députés à peine élus, ont-ils mis en doute la validité du suffrage et laissé ouvertement entendre que la voix des abstentionnistes devrait, en conséquence, s'exercer dans la rue ? Cette crainte a d'ailleurs été largement relayée par maints analystes politiques dans les médias. Plutôt que de jouer les cartomanciens politiques ou les prophètes du malheur, essayons plutôt de réfléchir avec recul sur cette conduite électorale.

Il est tout à fait normal qu'une abstention dépassant les 50% pose problème à tout démocrate en droit de s'interroger sur ce qui peut pousser une majorité de citoyens à se dérober à ce que l'on a coutume de nommer leur « devoir électoral » ? Le terme évoque déjà une première piste d'analyse : l'acte de voter est-il aujourd'hui perçu comme un « devoir » ? On a plutôt l'impression qu'il est situé dans le registre de l'envie et non dans celui de l'obligation citoyenne. Le comportement électoral est à l'image d'une société où le citoyen est conduit à consommer la politique comme la culture à la manière dont il fait ses courses ou choisit sa chaîne de télévision. Il est, en même temps, poussé à la revendication de ses droits d'usager mais très peu à la soumission du corollaire, c'est-à-dire de ses « devoirs » : la démocratie, fière héritière des « droits de l'homme », oublie de rappeler la nécessité des devoirs du citoyen. Voter en constitue un des premiers. La candidate Ségolène Royal l'avait mis inscrite dans son programme de 2007. Beaucoup l'avaient alors ironisée : pourtant une telle contrainte situerait l'importance de l'enjeu électoral à l'opposé d'un « laisser-faire » renvoyant à la relativité subjective de la participation citoyenne. L'Etat afficherait de la même manière cette importance en inscrivant automatiquement les citoyens sur les listes électorales à l'avènement de leur majorité plutôt que de les laisser libres de s'inscrire ou non.

Nombre d'experts qualifient d'historique l'abstention de ces derniers scrutins. Ils oublient que le record a été atteint lors des élections européennes de 2009 : elles n'ont déplacé que 40,63% de français. Les députés européens ne se sont pas vu contester pour autant la légitimité de leur mandat. Jean Luc Mélenchon n'a pas renoncé à son mandat sous prétexte que les 8,16% des voix qu'il avait obtenues ne représentaient, en fait, pas plus de 4% de français. Luttons contre l'abstention, certes, mais respectons les suffrages lorsqu'ils se déroulent suivant les règles que notre République s'est donnée. Le taux de syndicalisation en France est évalué à 8% (cf. l'article de Jean Matouk). La participation aux élections professionnelles est de l'ordre de 43%. L'autorité des représentants syndicaux est-elle pour autant remise en question ? Leur poids dans les décisions sociales et économique pèse, pourtant, d'un poids central. Tous ceux qui entendent maintenir une vigilance inquiète sur l'abstention pourraient se préoccuper d'une telle situation.

Pour beaucoup, enfin, l'abstention est entendue comme un vote d'opposition. On peut, tout aussi bien, la considérer comme inverse : c'est un vote de « laisser faire », c'est-à-dire le contraire d'un vote qui dit refuse un candidat ou à un programme. On pourrait même avancer que c'est un vote de démission citoyenne consistant à

laisser les autres choisir à sa place. C'est pour cette raison que nombre d'analystes voient à juste titre dans cette abstention une attitude de démobilisation. Elle est repérable, d'ailleurs, dans beaucoup d'autres secteurs de la société : une mobilisation peut être massive ponctuellement mais très difficile à maintenir dans la durée. Certains y voient un lien avec le développement des réseaux sociaux. Ils sont capables de provoquer des sensibilisations rapides en réaction souvent à des événements touchant le tissu social mais ne créent pas de liens durables. Ces nouveaux liens entretiennent, en effet, une relation particulière au monde souvent faite d'illusions de rencontres ou d'accès à des savoirs. Immédiatement disponibles grâce aux téléphones, tablettes ou ordinateurs, les informations recueillies ne pousseraient plus leurs propriétaires au besoin de participer aux choses de façon concrète. Une seconde origine de la démobilisation pourrait résider dans un « à-quoi-bonnisme » né du nivellement par le bas des discours et projets politiques : leur réduction à des choix binaires entraînerait l'inverse, c'est-à-dire à un « tous pareils » très démobilisateur à l'heure de l'échéance du choix (cf. l'article de Gérard Dorival). Pourtant, paradoxalement, tout le monde a constaté une affluence d'intérêt pour les débats et pour les informations politiques, malgré une campagne qui ne s'était jamais déroulée sur un temps aussi long. De la même manière le nombre des jeunes qui se sont inscrits pour la première fois sur les listes électorales a atteint un score très élevé. L'augmentation de la démobilisation électorale ne s'accompagne donc pas nécessairement de celle du désintérêt pour la chose politique.

Retenons donc que l'abstention est une chose complexe. Les dictatures se prévalent de participations frisant les 100% se reportant massivement sur un seul candidat. En face, les républiques semblent souffrir de leurs scores beaucoup plus maigres et ne peuvent se réjouir du retrait des pratiques électorales actives de leurs citoyens. Beaucoup y craignent l'avènement de démocraties d'opinion au détriment des participatives. C'est pour cette raison qu'il est extrêmement dangereux serait de réduire l'analyse des conduites abstentionnistes à ses seuls intérêts partisans ou à sa seule paresse intellectuelle